

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 13 JUIN 1978 - N° 717

Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76

2, 00 F.

**Renault : 2<sup>e</sup> intervention policière,  
2<sup>e</sup> échec de la direction**

## LA GREVE CONTINUE A CLEON



● *L'atelier des presses de Flins toujours occupé* ● *Flins : Non aux 86 licenciements* ● *Mardi, les travailleurs de la Saviem marchent sur Caen* ● *Dieppe : A l'atelier R 5 Alpine, les grévistes reconduisent l'occupation*

Lire nos reportages pages 6 et 7

● *Dernière minute, 11 h :*

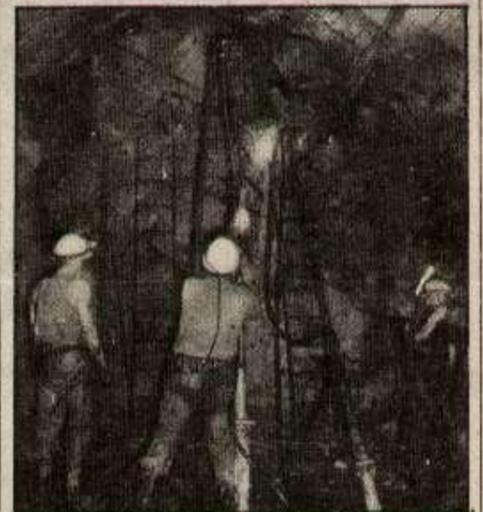
*à Rouen, une manifestation combative se dirige vers la Préfecture.*

**Italie : Une loi qui a déjà fait  
plus de 200 morts**

Lire en page 9 notre dossier

FOSSE 4 DE LENS

### UN MINEUR ENVOYE A LA MORT



A Lens, les Houillères ont encore tué. Henri Arold, 34 ans, marié et père de cinq enfants, avait été redescendu à la fosse 4, le 6 juin au matin, après avoir été blessé dans la même fosse le 22 mai. La médecine des Houillères avait alors estimé qu'il n'avait pas besoin d'être gardé en observation, bien qu'il ait été blessé gravement à la tête. Le 8, remonté au jour, Henri décédait dans la soirée. Sa mort s'ajoute à la longue liste des victimes du capital, que les travailleurs vengeront.

(Lire en page 12)

**PCF :**  
**des femmes  
contre  
la direction**

(Lire en page 4)

**Nanterre :**  
**communaux  
CGT contre la  
municipalité PCF**

Les communaux CGT de Nanterre sont en grève depuis une semaine pour exiger un relèvement de classification. La municipalité PCF rejette les revendications des grévistes. A Bezons (Val d'Oise), les employés municipaux sont entrés en lutte il y a trois semaines sur les mêmes revendications, également contre la municipalité PCF.

(Lire en page 3)

**Rencontre avec  
Radio-Verte  
Fessenheim**

Lire en page 2  
la suite de notre série

**Argentine :**  
**black-out  
sur les Français  
disparus**

Les démarches entreprises par Sastre présidente de la Fédération française de football auprès de la dictature fasciste en Argentine, n'ont abouti à rien : impossible d'obtenir des nouvelles des 22 Français disparus «*Nous en sommes toujours au même point. Où sont les disparus ? Sont-ils encore vivants ? Maintenant, nous doutons de les revoir*» a déclaré l'Association des Familles des disparus.

## Les radios libres une idée qui fait son chemin

● Lancée par une équipe restreinte de militants anti-nucléaires alsaciens pour populariser la lutte contre la centrale de Fessenheim, *Radio Verte Fessenheim* s'est bientôt fixée des objectifs plus larges. L'équipe s'est étoffée, jusqu'à atteindre aujourd'hui une quarantaine de personnes, tandis qu'étaient posés les premiers jalons d'un véritable «réseau RVF». Début juillet, l'équipe de RVF compte tirer le bilan d'un an d'activité régulière.

Propos recueillis par Claude ANCHER

pour décider si l'«expérience» doit être poursuivie. Sans préjuger de la décision qui sera prise, un des animateurs de RVF nous a fait part de ce qui lui paraît important dans cette expérience : quel but doit viser une radio libre ? Quelle attitude adopter face à la répression ? Des questions essentielles au moment où les radios libres se multiplient mais aussi où elles sont en butte à une répression systématique.

ENTRETIEN AVEC UN ANIMATEUR DE RADIO VERTE FESSENHEIM

# «L'important c'est d'être reconnu par la population»

— Comment sont réalisées les émissions ?

— Il y a entre cinq et dix personnes qui travaillent régulièrement à la fabrication des émissions. L'équipe de réalisation comprend aussi les techniciens : en plus de la construction des émetteurs, du mixage, ils assurent matériellement la diffusion, par équipes de deux ou trois personnes. Le vendredi soir six équipes émettent, et à peu près autant le samedi soir. En tout, l'équipe est donc d'une quarantaine de personnes. RVF couvre l'Alsace, le pays de Bade, la Suisse du Nord, soit une région d'une centaine de kilomètres de rayon.

— Vous avez choisi d'émettre avec plusieurs émetteurs. Pourquoi ?

— On a un grand principe : ne pas opposer à une centralisation, une autre centralisation. Cela présente plusieurs avantages. Nos émetteurs sont très simples, aussi ils ne nous coûtent pratiquement rien. Ils ne font qu'un ou deux watts de puissance mais, placés astucieusement, ils couvrent chacun un rayon de 60 km environ. Il faut dire qu'on est assez favorisé par le terrain, ici en Alsace. C'est en même temps un moyen de lutter contre le brouillage. Au début on avait, — on l'a encore d'ailleurs ! —, un gros émetteur de 15 watts. Quand il a été brouillé, on avait deux solutions : soit accepter l'escalade et acheter, à grands frais, un émetteur de 1 000 watts, soit se décentraliser au maximum.

En choisissant cette deuxième solution, on allait aussi dans le sens de notre objectif à long terme : que chaque village ait son propre émetteur. Si cela se réalise, TDF pourra aller se rhabiller !

— Plus précisément comment RVF développe-t-elle son audience ?

— Notre idée de départ c'était de créer dans chaque quartier un interné-



Une radio au service des luttes : ici les travailleurs de Schlumpf pendant leur grève

naire personnalisé entre RVF et la population, plutôt que de mettre le paquet sur les tracts et les affiches, bien qu'on en use aussi. Une personne qui aurait pour objectif d'organiser des écoutes collectives — il y a tout un travail à faire à ce niveau, à mon avis — et de mettre sur pied une équipe pouvant fabriquer ses propres émissions. Car, notre travail est plus encore un travail de communication que d'information, au contraire des radios ou de la presse traditionnelles. Je crois qu'il y a un complexe des Radios Libres. Chacune veut être la radio la plus ancienne, la plus contestataire, ou la plus sympa. On reste dans les schémas traditionnels du genre «Europe 1, c'est naturel». Or, on ne remet pas en cause la société uniquement grâce au contenu d'un texte diffusé, l'essentiel, c'est que les gens acceptent cette information.

Nous, on a fait les choses progressivement, par tout un travail de présence. Ainsi, RVF compte au total 35 antennes locales,

qui ont été lancées sous l'impulsion de l'Association des Amis de RVF, créée au mois de janvier dernier, et reconnue fin mai, selon la loi 1901. Sans oublier VTI-RVF, la «Voix des travailleurs immigrés», qui émet tous les mercredis soir, en deux langues généralement. Le vendredi et le samedi on passe les dix minutes les plus importantes de leur émission, et réciproquement. De manière à ce que nos auditeurs respectifs puissent s'ouvrir aux problèmes des autres.

Il y a quelques semaines seulement que pour la première fois, ce sont les gens eux-mêmes qui sont venus nous trouver. Deux conseillers municipaux sont venus nous demander de faire une émission sur les injections de saumure en couche profonde que veulent faire les Mines de Potasse d'Alsace, dans les terrains de leurs villages. On a fait du direct : on vient chez vous et on émet pour les gens du coin. Pour notre émission régionale du vendredi et du samedi on passera les extraits les plus intéressants. On a fait ça dans une

ferme, l'antenne était sur le toit ! Avec des gens de la CSCV, des paysans, et aussi un conseiller général, deux maires, six conseillers municipaux. C'est la population qui a parlé. Nous on faisait le mixage, l'animation avec des disques. Chacun avait vraiment quelque chose à dire, les prises de parole étaient très imagées ; par exemple, un maire a lu une poésie qu'il avait faite sur le sujet.

A Colmar, une usine de textile Rhône-Poulenc était occupée par les ouvriers. Des gars de l'usine ont créé une équipe qui a fait «antenne locale» de RVF. Malgré des difficultés soulevées par l'Inter-syndicale, trois émissions ont été faites dans l'usine et émises de l'extérieur. C'était audible jusqu'à 70 km de là.

Ceci dit on ne se limite pas à ce genre de sujets ; on essaie de rendre la vie que mènent les gens dans tous ses aspects. Dernièrement, on a fait une émission avec une antenne locale, à Ebersheim, dans le Bas-Rhin. Leur problème, c'est que Kronembourg

gne, un hélicoptère français nous a fait la chasse, tandis que des cars de flics allemands nous encerclaient. On s'en est sorti, avec le matériel, grâce à l'aide de la population locale. Mais, depuis ce jour-là on a été brouillé. Au fur et à mesure on mettait de nouveaux émetteurs en route, et à chaque fois, nouveau brouillage. En février, la semaine où avait lieu la Journée nationale des Radios Libres, on a été tranquilles. Ils devaient avoir besoin du brouilleur ailleurs ! Puis ça a repris et ils ont même augmenté le brouilleur depuis quelque temps. Mais eux, ils ont des points fixes. En se plaçant bien, on peut être entendu dans une vallée par exemple, que le brouilleur ne peut atteindre.

— Des Radios Libres ont subi la répression policière, en faisant des émissions en direct. Qu'en penses-tu ?

— Pourquoi mettre un aspect en avant : faire du public, du direct ? N'était-ce pas s'attirer forcément les foudres ? Depuis Alfredo, une réunion de Radios Libres, on dit : il faut du public, du téléphone. Oui et non. D'abord peu de gens y sont habitués. Et surtout les risques de répression sont énormes et l'aspect un peu «provocateur» est finalement plus grand que l'aspect «pédagogique». Nous, ça nous a tenté mille fois. On a préféré faire d'abord un travail en profondeur.

— Emettre ouvertement, quitte à se faire réprimer, n'est-ce pas un moyen pour beaucoup de Radios Libres de chercher à imposer leur reconnaissance de fait par l'Etat ?

— C'est possible. Mais il faut être très fort pour faire face à la répression, donc être très lié à la population, être certain d'être soutenu par elle. Nous à RVF, on s'en fout d'être reconnu par l'Etat ; on veut d'abord être reconnu par la population.

— Venons-en à la répression permanente de TDF, le brouillage.

— D'abord on n'a pas eu de problèmes. Mais le 3 septembre, alors qu'on émettait depuis l'Allema-

# Lutte des communaux contre des municipalités PCF

Par lettre du 7 juin, adressée au bureau municipal de l'Hôtel de Ville, les sections CGT indiquaient notamment que cette grève faisait suite à de nombreuses interventions depuis janvier 1978 et à l'absence de réponses concrètes et constructives. Le Bureau municipal par lettre du 8 juin, donne sa réponse, qui mérite d'être portée à la connaissance des travailleurs : « Il sera procédé à l'examen de 46 dossiers d'OP 2 présentant les conditions requises. Toutefois, il sera tenu compte pour de telles nominations de la qualité du travail fourni en général par chacun d'eux. Il considère comme important et indispensable de respecter ce principe, qui est d'ailleurs celui d'un syndicat de classe comme la CGT... Le bureau municipal s'étonne de l'agitation et de la décision de grève, auxquelles ce problème a donné lieu (...) ayant pris la responsabilité de faire grève

Le personnel ouvrier de la municipalité de Nanterre est en grève depuis le 7 juin, à l'appel de la section CGT-communaux. Ils demandent l'application de l'arrêté ministériel de septembre 1977, concernant le reclassement au niveau OP 2. La municipalité PCF dirigée par Yves Saudmond refuse de satisfaire cette légitime revendication. Déjà, il y a quelques semaines, les employés communaux avaient occupé le bureau du maire. L'Eveil, journal local du PCF (dit d'information locale) s'était bien gardé d'en parler.

ve, ce qui est votre droit, le bureau municipal considère que dans ces conditions, il n'a pas à rémunérer vos arrêts de travail.»

Par tract du 9 juin, la CGT des communaux répondait : « On nous demande d'attendre à nouveau. C'est l'essentiel de ce qui ressort de la réponse municipale. (...) Les sections syndicales CGT du personnel ouvrier n'ont pas proposé la grève de gaieté de cœur. La grève, c'est notre moyen, elle fait suite à de nombreuses interventions.»

L'attitude du PCF à travers sa gestion de la municipalité vient renforcer

les interrogations de nombreux militants du PCF. Certains n'y voient que le fait de quelques technocrates ou arrivistes, comme Saudmond. Mais comment ne pas y voir l'image d'un parti qui a changé profondément de nature ? Dans le temps, la municipalité PCF de Nanterre allouait des aides aux chômeurs (indemnités hebdomadaires, vivres, charbon, cantines et soins gratuits pour les chômeurs et leur famille). Aujourd'hui ce parti agresse les militants révolutionnaires, se conduit en véritable patron face aux ouvriers municipaux, fait voter 12 % d'augmentation des impôts

locaux pour 1977, et utilise les impôts locaux à des fins de prestige (hôtel de ville ultra-luxeux. Coût : 3 milliards d'anciens francs).

## D'AUTRES CAS SEMBLABLES

Le cas des communaux de Nanterre n'est pas isolé. Dernièrement, c'est à Saint-Denis (municipalité PCF) que les communaux ont été contraints à la grève.

A Bezons (95) les travailleurs municipaux sont entrés en lutte sur la même revendication que ceux de Nanterre. La municipalité révisionniste a tenté d'employer la même méthode pour diviser les travailleurs : régler les problèmes cas par cas. Les ouvriers ont obtenu le principe de reclassement après trois semaines de grève. Ils maintiennent leur revendication de paiement des jours de grève et dénoncent la politique d'austérité.

# tribune libre

## Pourquoi j'ai quitté le PCF

C'est l'accord du 13 mars qui a constitué pour moi la petite goutte qui a fait déborder le vase. Après des mois de divergences portant notamment sur les nationalisations et la répartition des ministères au gouvernement, l'on se mettait d'accord... sur rien ; ou plutôt si, parce qu'il fallait se rabocher pour gagner les élections. Alors vaillonne que vaillonne, il fallait bien un chiffon de papier pour tromper l'opinion. Mais la ficelle était trop grosse, les élections furent perdues, le Programme commun n'y a pas survécu.

Mais il faut se rendre à l'évidence, s'il en est ainsi, de la gauche et du PCF en particulier, c'est que finalement la solution à nos problèmes ne se trouve pas là.

Il y a déjà un moment que cette idée me travaillait. Si j'étais convaincu que les nationalisations n'apporteraient rien aux travailleurs, il me semblait que c'était là un coup porté au patronat. Mais les indemnités prévues puis les concessions faites au PS sur le nombre d'entreprises nationalisées me firent douter de la volonté du PCF de nous mener vers un système socialiste.

D'ailleurs, le fonctionnement et l'embourgeoisement du PCF m'inquiétaient depuis longtemps. Sa façon d'utiliser les luttes notamment pour recruter en y plaçant des cartes, histoire de faire rentrer du fric, me firent douter de son caractère prolétarien, au service des luttes. Le fait que pour mon action au niveau de l'entreprise, je fis le choix de la CFDT qui m'apparaissait plus combative et plus démocratique, est révélateur de la méfiance que je manifestais quant à la main-mise du PCF sur la CGT. Elle nous donne une image peu alléchante de la société telle que le PCF peut l'envisager.

Mais, j'espérais une évolution. Au regard de la façon dont Marchais et la direction actuelle traitent les opposants à sa ligne, mes illusions se sont dissipées.

Malgré ses critiques de formes, le PCF reste d'une manière ou d'une autre lié à Moscou. L'URSS n'est plus socialiste. Le pays des goulags, de la répression systématique contre toute opposition est en réalité dirigé par un régime totalitaire et fasciste. Les communistes, les travailleurs par solidarité avec leurs frères russes ont tout intérêt à le dénoncer. Jamais Marchais et ses permanents ne se sont nettement prononcés là-dessus. Tout porte à penser que, dans la mesure où ils ne remettent pas en cause le profit, la concurrence, qu'ils s'accommodent des petits-patrons, des cadres, c'est une économie bureaucratique qu'ils veulent imposer à la masse des travailleurs.

Aujourd'hui, je l'affirme nettement : les ouvriers n'ont rien à faire dans un tel parti. L'heure est à la poursuite de la réflexion pour voir comment et avec qui un parti réellement communiste peut être reconstruit sur de nouvelles bases. En tout état de cause, dans l'immédiat, les travailleurs conscients, contre la ligne des négociations bidons, doivent dans leurs usines, dans leurs syndicats, faire prévaloir la voie de la lutte et, pour ce faire, isoler les militants du PCF qui s'opposent à cette voie juste et nécessaire.

Edouard GÉRUSSI  
OS Peugeot licencié pour fait de grève  
ex-militant du PCF à Beaulieu  
puis Mulhouse

## Lettre ouverte aux militants de la section du PCF de Nanterre

Dimanche 28, alors que nous étions installés en dehors de l'enceinte de votre fête, dans une petite allée, animés de la volonté de débattre fraternellement avec vous, 8 membres de votre parti s'érigeant en service d'ordre sont venus nous agresser à deux reprises, renversant violemment une table où se trouvaient quelques ouvrages marxistes et s'en emparant.

Parmi eux, un conseiller municipal et le directeur du cabinet du maire, et entre autres un permanent CGT qui s'est déjà illustré par ses actions « commandos ». C'est inadmissible d'autant plus que ce n'est pas la première fois que de telles agressions se produisent à Nanterre.

Une telle attitude inadmissible a suscité la réprobation de nombreux travailleurs à l'entrée, ainsi que des membres de votre parti qui étaient présents.

Vous ne pouvez pas tolérer de telles actions contraires à cette réflexion et à ce débat que la plupart d'entre vous aspirent à mener aujourd'hui.

De telles pratiques ne sont malheureusement pas un cas isolé, puisque certains de ces indi-

vidus ont été formellement identifiés comme ayant déjà participé à une agression l'année dernière contre des membres du comité de soutien aux résidents Sonacotra en lutte.

Est-il nécessaire de rappeler que ce comité de soutien est sous la direction des résidents, travailleurs en grève du loyer depuis maintenant 3 ans ?

Nous étions venus dans l'unique intention d'engager le débat avec vous et ce débat est nécessaire.

— parce que suite à la victoire de la droite, de nombreuses interrogations se manifestent chez les travailleurs, chez les syndicalistes et au sein même de votre parti. Ce débat ne se limite pas à un cercle restreint de quelques intellectuels connus, mais semble avoir commencé à s'engager dans l'ensemble de votre parti.

— Ce débat nous voulons le mener avec vous aussi, parce que nous nous adressons à ces travailleurs qui ont vu leurs espoirs déçus et que la bourgeoisie avec son 3<sup>e</sup> plan Barre, prépare une offensive de plus grande envergure contre les travailleurs.

Nous avons la ferme conviction que nombre

d'entre vous aspirent à engager une telle riposte sur le terrain des luttes parce que nous luttons pour l'instauration d'une société socialiste et que nous ne voulons pas que se renouvelle l'expérience dramatique de l'URSS. Comment ne pas reconnaître aujourd'hui tous les stigmates des sociétés capitalistes, dans ce pays qui a totalement rompu avec l'époque où il était porteur de l'aspiration de millions de travailleurs dans le monde entier ?

N'est-il pas dangereux de fuir la réalité ? Utilisant contre nous des méthodes violentes alors que pour notre part nous n'en avons jamais usé à l'encontre de vos militants ; ou recourant à des insultes du genre : « Vous êtes des provocateurs payés par les patrons ». Nous n'avons jamais ménagé les patrons, ni cette droite réactionnaire, pas plus d'ailleurs que nous n'avons semé d'illusions sur la nature social-démocrate du parti socialiste, et cela depuis toujours.

Nous sommes prêts à vous rencontrer pour réfléchir avec vous sur toutes ces questions. Nous vous demandons de désavouer publique-

ment cette action du service d'ordre afin que de tels faits ne se reproduisent pas.

Nous vous demandons de veiller à ce que nous soient rendus les ouvrages subtilisés. Ces ouvrages sont les suivants : Le Manifeste du Parti Communiste (Karl Marx). Prix, salaires et profits (K. Marx). L'État et la Révolution (Lénine). L'impérialisme, stade suprême du capitalisme (Lénine). Des principes du léninisme (Staline). De la pratique (Mao). De la contradiction (Mao). De la juste solution des contradictions au sein du peuple (Mao). Le Manifeste pour le Socialisme (PCR ml).

Recevez nos salutations communistes.

Cette lettre ouverte a été portée à la connaissance des travailleurs et envoyée à la section de Nanterre du PCF, au journal L'Eveil, au maire M. Saudmond, à Mme Fraysse Cazalis, aux conseillers municipaux par l'intermédiaire de la mairie et à plus de soixante membres du PCF à Nanterre.

Le Parti Communiste  
Révolutionnaire ml  
Nanterre  
Le 3 juin 1978

## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....

Profession .....

Adresse .....

Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225,  
75 924 Paris Cedex 19

## Fête du PSU

L'HEURE EST  
A L'EXPECTATIVE

On va, on vient, on se regarde, on s'interroge : la 7<sup>e</sup> fête du PSU n'a pas cet aspect de kermesse populaire qu'elle pouvait avoir il y a deux ans. Est-ce le désenchantement au lendemain d'élections où on avait tout misé sur l'Union de la gauche ? Dans la vaste étendue du parc de la Courneuve, où la Cité internationale précède la cité des régions, elle-même suivie d'une cité des femmes, de l'extrême-gauche, etc., il y a presque autant d'exposants que de visiteurs. Un écologiste prêche en faveur de l'énergie solaire en allumant votre cigarette à une petite tige adaptée à un miroir, les radios libres qui n'ont pas pu émettre s'expliquent. Mais dans l'ensemble, le

cœur n'y est pas.

Comme il est de tradition dans la période, des débats sont centrés autour des problèmes du PCF : qu'il s'agisse des exclus Robrieux, Pannequin, Macchiochi, Sempun, ou des inévitables Rony, Krivine, etc. Des incidents ont opposé les autonomes à la LCR : de vives discussions et quelques bousculades auront lieu autour du stand de cette organisation.

Au total, rien de bien attirant dans ce programme politique. Il s'agit de «la crise de la gauche et de l'extrême-gauche» suscitent les organisateurs. En tout cas, sur les peulouses, on se plaint de l'absence de politique...

Mitterrand  
au Club de la Presse

Interrogé sur l'intervention française au Zaïre, Mitterrand s'est trouvé quelque peu embarrassé pour répondre à la question : «Qu'auriez-vous fait si vous aviez été président de la République ?» Il s'est contenté de dire qu'il ne serait pas engagé auprès du régime de Mobutu, mais n'a pas rejeté l'idée même d'une intervention militaire. Simplement, l'opposition aurait été consultée ! Sur le rôle des super-puissances en Afrique, il considère que le rôle de la France doit être de «pousser à la concertation», mais pas d'intervenir dans les conflits : «ce n'est pas en devenant les Cubains de l'Occident que la France jouera son meilleur rôle».

Sur les problèmes de politique intérieure, il a de nouveau accusé le PCF d'avoir provoqué la défaite de la gauche, déclarant : «Nos partenaires ont renoncé devant une victoire assurée». Le PS, dans la période actuelle a-t-il dit, va s'efforcer de définir un «projet de société» et de développer son implantation dans les entreprises.

Pasqua protège  
son honneur

Charles Pasqua, conseiller politique du RPR et sénateur des Hauts-de-Seine, poursuit en diffamation Pierre Crisol et Jean-Yves Lhomeau, auteurs de *La Machine RPR*.

L'honorable parlementaire s'est senti outragé par deux passages du livre incriminé. Il y est dit notamment que «Certains affirment que Charles Pasqua doit sa puissance et sa fortune personnelle à ces activités rémunératrices qui fleurissent aux frontières de la politique la plus douteuse et du gangstérisme le plus pur».

Ailleurs dans l'ouvrage, on peut lire : «Ses fréquentations commerciales l'ont amené à rencontrer des personnages peu reluisants, des trafiquants de drogue : il y a eu procès».

À noter que Crisol et Lhomeau, qui ne sont ni les seuls ni les premiers à mettre en doute l'honorabilité de Pasqua, avaient reçu d'Yves Guéna une lettre de félicitations pour leur livre.

ABONNEZ VOUS  
AU QUOTIDIEN DU PEUPLE

6 mois..... 180 F

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....



Le temps des embrassades est révolu

● Il n'est guère de domaine de la politique giscardienne qui ne soit aujourd'hui attaqué par le RPR. L'illustration en a été donnée par le ton très sec de la conférence de presse de Chirac, tenue jeudi... quelques jours avant celle de Giscard, qui doit avoir lieu ce mercredi. A l'évidence, des impératifs tactiques guident la grogne de Chirac : il s'agit pour

Déjà, les modalités de l'intervention française en Afrique avaient fait l'objet de critiques assez vives. Lors du débat sur la politique extérieure à l'Assemblée Nationale, Couve de Murville avait critiqué l'engagement massif des troupes françaises au Tchad «qui ont constitué une action militaire d'envergure, mettant en jeu des forces françaises dont, faute d'informations, nous ne soupçonnions pas l'importance». Il ne s'agit certes pas pour le RPR de condamner le principe des interventions impérialistes. Mais l'intervention au Tchad pose le problème des rapports avec la Libye, qui soutient le Frolinat. C'est ce qu'expliquait Chirac jeudi dernier, affirmant que «la solution ne peut être que politique et négociée et qu'elle passe par des rapports cordiaux avec Tripoli».

De même, l'intervention au Sahara suscite des réserves assez nettes, en raison de la dégradation des rapports avec l'Algérie

qu'entraîne cette politique. La mise sur pied d'une force africaine d'intervention se voit reprocher «son relent d'atlantisme très affirmé». Face à tous ces aspects de la politique extérieure qui sont ainsi vertement critiqués, le RPR, nostalgique d'une période révolue, affirme que «le destin de la France est celui d'une grande puissance». Ce qui se traduit par la proposition quelque

lui de préparer les (lointaines) échéances électorales mais aussi de refaire l'unité de son mouvement dans la lutte contre Giscard. Il n'y a pas que cela pourtant : rien n'est abandonné des grands rêves de Giscard à construire une vaste alliance socialo-triste, et pas plus qu'avant les élections le RPR ne peut le tolérer.

peu irréaliste de Chirac de doubler le budget de la coopération. Ce qui a peu de chances de se mettre sur pied, mais qui permet de se démarquer sans trop de danger de la politique giscardienne.

Dans le même cadre d'affirmation de l'impérialisme français, se situent les attaques contre l'intégration européenne : l'élection au suffrage universel de l'assemblée euro-

péenne suscitant pour le moins des réserves, et un avertissement : «qu'elle s'en tienne strictement et scrupuleusement aux attributions et pouvoirs qui sont les siens. Tout dépassement serait usurpation, donc nul et de nul effet». Ce qui lui vaut une réplique acide de Lecanuet affirmant : «Je n'admets pas qu'un parti quel qu'il soit, s'arroge le monopole du patriotisme».

Ces démarcations par rapport à la politique du gouvernement correspondent à des thèmes gaullistes habituels : on le voit nettement en ce qui concerne le Tchad ou le Sahara, où l'intervention française met en cause la politique arabe de la France, dont De Gaulle s'était fait le champion. Mais au delà de ces points de politique étrangère, qui font dire à Couve de Murville qu'il s'agit d'un changement de politique, c'est bien sur l'ensemble de la politique de Giscard-Barre que portent les points d'accrochage. Et d'abord sur le problème brûlant de l'emploi. Lors de la discussion sur l'emploi des jeunes, le porte-parole du groupe RPR a déclaré considérer le projet gouvernemental comme «un programme transitoire qui ne (...) dispensera pas de concevoir et de mettre en œuvre un véritable plan pour l'emploi, fondé sur la définition d'une nouvelle politique économique».

Et lorsque le groupe Boussac annonce qu'il jette à la rue 11 000 travailleurs, le RPR crie contre «une certaine conception du libéralisme» ; le député d'Epinal Seguin, et le sénateur RPR de Remiremont Poncalet se démènent pour se présenter comme les meilleurs défenseurs de l'emploi. Ce qui ne manque pas de sel : on imagine mal ces messieurs manifester avec les stagiaires Barre ou participer à l'occupation des usines du groupe Boussac.

C'est donc sur la politique internationale et sur la politique économique que le RPR concentre le tir. Accessoirement, il ne dédaigne cependant pas mener la guérilla sur d'autres plans : ne dénonce-t-il pas «l'Etat-UDF» (un comble !), n'attaque-t-il pas sur la Corse ou sur le «pouvoir personnel» (un autre comble !)?

## RPR contre Giscard

LA HARGNE,  
LA ROGNE  
ET LA GROGNE

## Inadaptés

Jacques Blanc, secrétaire général du Parti Républicain, a récemment attaqué vertement le RPR, critiquant (notamment) «ceux qui feignent de s'occuper de l'emploi» ou «qui refuseraient de voter le texte sur la taxation des plus-values», autre pomme de discorde à l'intérieur de la majorité. Ce Blanc s'inquiète de l'attitude du RPR face à «la transformation de la société» que mène, comme chacun sait, le gouvernement. La *Lettre de la Nation*, y répond sans aménité : «Il est parfois nécessaire de réfuter des propos qui ont un sens. Il est parfaitement inutile de répondre à ceux qui n'en ont pas. C'est bien le cas».

Pour terminer ces amabilités, l'éditorialiste se demande si Blanc n'aurait pas «quitté prématurément son centre de soins pour inadaptés dont il s'occupait si bien ?». Ça vole haut, chez ces messieurs !

PCF : constitution  
d'un courant femmes

Dans un long texte publié par *Le Monde* daté de dimanche-lundi, plusieurs militantes du PCF critiquent la direction de leur

parti et appellent les femmes du PCF à lutter dans leur parti pour leurs revendications propres. Elles comptent lancer un journal

«s'adressant à toutes les femmes et instaurant un nouveau rapport entre les femmes communistes et les femmes non communistes». Elles critiquent les «retards et les avancées tellement freinées qu'elles deviennent des retards» sur les problèmes spécifiques des femmes. Elles dénoncent la mise en sommeil des commissions femmes dans le PCF : «Comment un parti qui ne favorise pas la lutte à l'intérieur même de ses structures au nom de son refus de la contradiction, peut-il se dire révolutionnaire jusqu'au bout ?»

La direction du PCF réagit vivement. Dans *L'Humanité* de ce lundi, elle dénonce «le pauvre contenu de ce texte» et «le caractère fractionnel et organisé de sa publication». Ce week-end, le PCF avait organisé une réunion des responsables fédérales du travail parmi les femmes. Cette conférence a critiqué de façon virulente «la publicité faite par la presse écrite et parlée au texte signé par cinq femmes communistes dans *Le Monde*».



Une publicité du PCF pour faire adhérer des femmes ; mais dans quel but ?

Manufrance : 350 licenciements

## LE PCF CRAINT UN CONFLIT TRES DUR...

● Ce lundi 12 juin, le conseil d'administration de Manufrance, réuni à Saint-Etienne, devait discuter du plan de redressement proposé en fin de semaine par le dernier PDG en date, François Gadot-Clet. Cynique, il a affirmé : « Je comprends l'attitude des syndicats, ce plan est vraiment très dur ». Il comporte en effet près de 350 licenciements !

Le 31 mai, 1 700 ouvriers de Manufrance avaient défilé dans les rues de Saint-Etienne, en criant : « Manufrance vivra ! Nous voulons, nous aurons satisfaction ! ». En 18 mois, ils ont dû subir 1 600 suppressions d'emploi, 10 semaines de chômage technique en 77. La direction annonce deux mois supplémentaires cet été, pour 80 % du personnel de fabrication. Depuis janvier 77, les salaires ont augmenté de 4 % ce qui signifie en fait une

baisse réelle de 15 % du pouvoir d'achat. Sans compter l'incertitude qui pèse sur leur emploi depuis des mois... La coupe est pleine.

Mais le chantage au sauvetage des emplois continue. Le nouveau PDG n'a-t-il pas déclaré : « Le personnel bénéficie depuis de nombreuses années d'un avantage baptisé franchise d'heures, correspondant en fait à des congés payés supplémentaires. Je les ai évalués à 77 000 heures par an. Si le personnel

acceptait d'y renoncer, 43 à 45 emplois seraient sauvés ».

De son côté, la municipalité, qui possède la majorité des actions fait son possible pour « dégraisser » les effectifs sans provoquer de conflit. Le maire PCF de St Etienne, Sanguedoce, sent le danger : « Si le ministre de l'Economie n'est pas clair sur le financement de ce plan, qui est à la fois un plan de relance et un plan financier, il y aura conflit, c'est sûr... » et la fédération de la Loire du PCF se lamente : « Pourtant, les mesures prises de retraite anticipée, de blocage de l'embauche se sont déjà traduites par une baisse non négligeable des effectifs... » Cela dit, si ce n'est pas suffisant...

Lors de la manifestation du 31 mai, Sanguedoce n'avait pour ainsi dire pas parlé de licenciement : il avait simplement laissé entendre que des transferts ou mutations d'ouvriers armuriers pourraient être préconisés, « la production actuelle de cette branche n'exigeant peut-être pas des effectifs aussi étoffés ». Il avait aussi laissé entendre que des magasins aux résultats déficitaires seraient fermés.

Le PCF se prépare donc à une lutte dans laquelle il risque de laisser des plumes. D'ores et déjà, il fait tout pour se mettre à l'abri en invoquant la responsabilité des pouvoirs publics, et en dégageant la sienne autant que possible...

## Congrès des cheminots CGT de Rouen

Lors du 6<sup>e</sup> congrès des cheminots de Rouen, qui s'est déroulé le 24 mai 78, les cheminots présents ont adopté 3 motions. Elles concernent les interventions du gouvernement dans les pays africains, la pétition qui circule dans le contingent sur les transports gratuits (en particulier soutien aux appelés emprisonnés à Rouen, Pau et Belfort), et la répression syndicale dans les pays de l'Est :

« A la suite des récentes prises de position de la CGT, au sein de la F.S.M., les camarades aujourd'hui présents au 6<sup>e</sup> congrès du Syndicat des cheminots de Rouen, tiennent à affirmer leur attachement aux droits imprescriptibles des travailleurs, à s'organiser pour défendre leurs intérêts de classe, indépendamment de tout parti, Etat ou Gouvernement, y compris dans les pays qui se réclament du Socialisme.

Nous souhaitons que la reconnaissance et la défense de ce droit soient effectives de la part de l'ensemble du mouvement syndical Mondial.

A cet égard, il exige la libération immédiate de Vladimir Khlebnov et de tous les travailleurs réprimés et internés à la suite de l'initiative de création d'un syndicat pour la défense des droits des travailleurs d'URSS. De même nous ne saurions admettre les licenciements politiques, cautionnés par les syndicats Tchécoslovaques qui frappent ceux qui ont signé ou simplement refusé de dénoncer la Charte 77.

Les camarades présents au 6<sup>e</sup> Congrès du syndicat CGT des cheminots de Rouen souhaitent la mobilisation la plus large et la plus unitaire du mouvement ouvrier et démocrate pour une action continue de défense des droits de toutes celles, de tous ceux, qui quelque part dans le monde où que ce soit, luttent pour le progrès social, la liberté ou la paix ».

## SGEN CFDT Créteil

Le Congrès de Créteil en adoptant une motion sur la démocratie interne dans la CFDT appelle tous les adhérents du SGEN de l'Académie à participer à une

AG - Débat - Mercredi 21 juin à 14 h 30  
Maison des syndicats : 2 rue Tirard Créteil  
sur le fonctionnement démocratique dans la CFDT  
Avec la participation de camarades exclus du centre de tri PTT Lyon

## Motion proposée par l'équipe candidate au congrès académique du 11 mai 78

(Adoptée à l'unanimité moins 3 contre et 2 abstentions).

Le Congrès du SGEN - CFDT de l'Académie de Créteil condamne les pratiques qui ont lieu dans certaines fédérations et dans la Confédération, qui consistent à procéder à des mesures de suspension ou d'exclusion de sections ou de syndicats pour résoudre des problèmes de divergences politiques substituant ainsi la pratique disciplinaire au véritable débat démocratique.

Ces pratiques, en contradiction avec les conceptions de la CFDT sur le fonctionnement démocratique, de par leur multiplication dans la période récente, loin de renforcer la cohésion dans la CFDT, instaurent en son sein un véritable climat de « chasse aux sorcières » qui introduit dans la confédération des rapports de suspicion.

Le Congrès Académique approuve l'initiative, cohérente avec son orientation, du Bureau Académique d'inviter au Congrès des camarades, représentant la section exclue du syndicat des PTT centre de tri Lyon Gare, avec un temps de parole ; il approuve, de même, la proposition au Congrès de la tenue, hors de ses instances, d'une réunion-débat sur les « questions de fonctionnement démocratique dans la CFDT », ouverte aux adhérents du SGEN et proposée aux UD de notre champ de syndicalisation académique, avec la participation des camarades exclus.

Le Congrès, devant l'impossibilité technique pour les camarades du centre de tri, de répondre à l'invitation, appelle à une A.G. débat qui pourrait se tenir le 25 ou 26 mai comme le proposent les camarades du centre de tri, sur le thème de « La Démocratie interne ouverte aux adhérents du SGEN, avec la participation des camarades exclus ».

Blois

## LE DIRECTEUR DE L'HOPITAL POURSUIT LES GREVISTES

Onze infirmières du service des urgences de l'hôpital de Blois ont reçu individuellement une lettre du directeur de l'hôpital leur signifiant :

1. Que leur salaire sera intégralement retenu sur une période de 80 jours en application de la loi du 22 juillet sur le service partiellement fait.

2. Que des poursuites disciplinaires sont engagées contre elles, pour

« détournement de documents administratifs ».

3. Qu'une plainte a été déposée pour le même motif.

Les sections syndicales CGT et CFDT qui ont organisé l'action et sont considérées comme « instigatrices » sont aussi menacées de poursuites pénales.

Nous rappelons que tous les soins ont été assurés pendant toute la durée de

la grève, qui prenait la forme d'une grève administrative. Seul le personnel technique a été en grève totale pendant un certain temps.

Nous considérons cette lettre comme une atteinte au droit de grève et aux libertés syndicales.

Une action de solidarité est engagée auprès du personnel hospitalier et des usagers (pétition etc.)

Devant l'énormité de ces attaques, nous faisons

appel au soutien de l'ensemble des organisations syndicales et politiques. Pour tout contact :

Sections syndicales CGT et CFDT, Centre Hospitalier, Quai de l'Abbé Grégoire 41000 BLOIS

Communiqué des sections syndicales CGT - CFDT du Centre hospitalier de Blois

## La lettre du directeur

Par lettre ci-dessus rappelée, je vous mettais en demeure de me restituer avant le vendredi 12 mai 1978 à 18 heures des documents que vous avez détournés durant la période de grève qui a eu lieu dans notre établissement du 2 mars au 19 mai 1978, ou d'effectuer toute opération de régularisation.

Sur intervention des organisations syndicales, instigatrices de cette action, un délai supplémentaire a été demandé jusqu'au 19 mai, ce que j'ai accordé, et promesse écrite m'a été faite, à cette date, de me rendre les bons de consultations et de soins pour le lundi 22 mai, m'étant précisé que l'action des hospitaliers n'avait jamais été dans le but de porter atteinte à l'hôpital.

Or, les bons qui m'ont été rendus le 22 mai sont des copies très partielles des originaux, ne permettent en aucune façon à notre établissement d'assurer le recouvrement des frais afférents aux soins dispensés et l'empêchant d'avoir trace d'actes médicaux, ce qui

est également grave au plan de la responsabilité et du secret médical.

Ceci ajoute la duperie à l'action de vol que constitue le détournement cité ci-dessus.

En conséquence, je vous préviens :

- que j'ai porté plainte à l'encontre des auteurs et instigateurs de ces actes, auprès de M. le Procureur de la République ;

- que des poursuites disciplinaires seront engagées dans les conditions réglementaires ;

- et que je vous considère comme gréviste ayant exercé partiellement son service et que, dans votre cas, je fais une application stricte des dispositions de la loi du 22 juillet 1977 prescrivant la suppression intégrale du traitement en cas de service partiellement fait.

Je vous prie d'agréer, xxx, l'expression de mes salutations.

R. PONS

## 4 délégués de Blaupunkt condamnés

4 militants syndicaux de l'usine Blaupunkt à Caen, trois de la CFDT et un de la CGT ont été condamnés à 8 jours de prison avec sursis pour avoir « séquestré » il y a trois ans, le 3 juin 75, pendant un peu plus de deux heures, le directeur de l'usine. La réponse de la direction, qui avait dû satisfaire les revendications des ouvriers, avait été de licencier immédiatement un délégué. Indignés de cette répression patronale, les ouvriers de Blaupunkt avaient bloqué à nouveau deux directeurs début juillet. Aujourd'hui, la répression frappe alors même que le tribunal administratif ne s'est pas prononcé sur le bien fondé du licenciement de Jacques Girard, délégué syndical au comité d'entreprise, au moment des faits.

## Fromageries Bel : mouvement de grève dans tout le groupe

Depuis le 5 juin, 1 700 travailleurs des différentes usines Bel, sont en lutte : à Cléry le Petit (55), à Vendôme (41), à Sablé (72) et Evron (53). Ils demandent une augmentation de 4 % au premier avril 78, deux heures de réduction de travail, une prime de vacances de 850 F au lieu de 710 F actuellement. Leur action est soutenue par les employés du siège social de l'entreprise, qui observent des débrayages. A Vendôme, les producteurs de lait ont manifesté leur solidarité aux grévistes, en demandant à la direction de satisfaire les revendications.

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

# ● La grève continue à Cléon ● L'atelier des presses de Flins toujours occupé ● Mardi, les travailleurs de la Saviem marchent sur Caen ● Dieppe : à l'atelier R 5 Alpine, les grévistes reconduisent l'occupation

● Contrairement aux informations frauduleuses répandues dans tous les bulletins des radios, lundi matin le travail n'avait pas repris à Cléon. A 8 h, un meeting se tenait dans l'usine et à nouveau les travailleurs parlaient en manifestation dans les ateliers où pas une machine ne tournait. A 11 h, une manifestation était appelée par les syndicats à Rouen.

Pour leur part, les travailleurs des presses de Flins occupaient toujours leur atelier lundi matin. L'intervention des bandes armées de la bourgeoisie n'aura une fois de plus pas réussi à briser la lutte des ouvriers de chez Renault.

Cela dit, en ce début de semaine, les travailleurs de l'ensemble des usines de la Régie font le point. Va-t-on continuer la lutte de manière dispersée et risquer ainsi une certaine confusion. Ce n'est certes pas la meilleure façon de renforcer le rapport de forces. Pas plus d'ailleurs que les quatre heures de débrayage par semaine que voudrait imposer la direction de la CFDT. Depuis une semaine, les travailleurs de toutes les usines Renault réclament une lutte d'ensemble, exigent des directions syndicales qu'elles mettent fin à leurs divisions et prennent leurs responsabilités. Il n'est pas trop tard. La direction a joué la carte de la répression parce qu'elle ne peut se permettre de tenir plus longtemps, notamment à cause de la sortie de la R 18. Les conditions sont encore largement en faveur du mouvement. Les deux heures de grève prévues dans tout le groupe Renault pour mardi seront-elles l'occasion de poser toutes ces questions et de décider enfin de lancer une lutte coordonnée, d'ampleur dans toute la Régie ? Nombreux sont les syndicalistes et les travailleurs qui le souhaitent.

## Cléon

### 8 h : manifestation dans toute l'usine : pas une chaîne ne tourne 10 h : Rouen : marche sur la préfecture

CLEON LUNDI 10 H

*«Vous pouvez aller jeter un coup d'œil derrière les buissons, 11 cars de CRS sont cachés derrière le bâtiment de la direction ; nous ne pouvons accepter ce que les nazis ne sont jamais parvenus à imposer à la classe ouvrière du temps de l'occupation.»*

C'est ce qu'entendent les travailleurs de l'équipe du matin qui arrivent pour prendre le travail lundi à Cléon. Contrairement à ce qu'affirme la direction, la grève n'est pas terminée. Le militant de la CGT qui tient le micro tente de convaincre les ouvriers de continuer la grève. La veille seulement 50 ouvriers de l'équipe du nuit sur 350 ou 400 avaient accepté de travailler avec les CRS à 300 mètres de leur atelier.

Certains ouvriers ont encore passé une nuit blanche à discuter sur le parking et à attendre l'équipe du matin. Un syndicaliste nous dit : *«On a longuement discuté avec les gars qui étaient non-grévistes la semaine passée, mais qui refusent de travailler un fusil dans le dos. On s'est mieux com-*

*pris, cela nous a permis de nous rendre compte que la maîtrise ne tient pas en main les non-grévistes.»*

Le refus de travailler est moins massif dans l'équipe du matin que dans l'équipe de la veille. Cependant, il est difficile de juger, étant donné que de nombreux travailleurs qui rentrent sont soit payés par la Saviem, soit intrimaires, soit appartiennent à une entreprise d'entretien qui travaille pour Renault. Toutefois, il est vrai que cette équipe est connue pour être moins combative depuis le début du mouvement. Cependant, on compte une proportion importante d'ouvriers qui refusent de rentrer dans l'usine et se rassemblent sur le parking. Pourquoi certains acceptent-ils de reprendre le travail dans ces conditions ? Certes, sans que cela soit une excuse, ce ne sont pas les directions syndicales qui pouvaient dissuader les hésitants d'aller travailler, pas plus d'ailleurs que le manque de perspectives. Ainsi, seule la CGT appelle les entreprises du coin à se rassembler à 8 h devant l'usine. L'appel à la riposte nationale de toute la régie

n'est pas unitaire non plus. Pire, la CFDT écrit dans son tract de lundi : *«Pour la CFDT, reconduire la grève de 24 h avec occupation dans les conditions que nous avons connues pendant 10 jours n'est pas de nature à assurer un succès à la lutte. La CFDT rappelle que ce qui est important, c'est d'être efficace, donc de battre la direction et de ne pas se situer sur son terrain, ce qui nous met en position défensive pour faire face à la répression.»*

Seule l'organisation de la manifestation de 11 h vers la préfecture semble faite dans l'unité syndicale, ainsi que l'appel à ne pas reprendre le travail à Cléon lundi. Cependant, à 8 h, la CGT propose de manifester, banderoles en tête, dans les ateliers. Cette proposition est accueillie dans l'enthousiasme par tous les travailleurs présents. On pénètre dans l'entreprise, on traverse tous les ateliers. La plupart des chaînes sont désertes. On voit même des ouvriers qui étaient rentrés le matin, malgré les sifflets et les discours syndicaux, en-

lever leurs bleus de travail et rejoindre le cortège. C'est ainsi que pendant une heure et demie, plus de mille manifestants traversent l'usine. A la sortie, ils passent devant le bâtiment de la direction et donc devant les CRS. Les CRS qui se font copieusement huer *«CRS hors de l'usine ! CRS hors de l'usine !»*, crient les ouvriers, qui entonnent l'internationale. Quand nous arrivons à la porte, de nombreux travailleurs, arrivés plus tard dans la matinée, viennent à notre rencontre. Certains jeunes scandent avec enthousiasme, et par dérision *«On est minoritaires !»* Un débat s'engage chez les grévistes pour savoir s'il faut rester dans l'usine ou s'il faut se rendre à la manifestation de 11 heures vers la préfecture. La question qu'ils se posent, c'est de savoir si cette manifestation sera un baroud d'honneur ou l'occasion de relancer la lutte, en l'absence pour l'instant d'audaces perspectives pour mardi et les jours suivants mis à part les deux heures de grève prévues pour toutes les boîtes.

## Cléon SAMEDI A 3 H, LES CRS A 20 CONTRE 1

● *«On voyait les phares de leurs 47 camions qui descendaient de l'autoroute» «Nous n'avons pas été surpris.»*

Il n'est pas encore 3 h, samedi quand 2 000 CRS environ investissent l'usine de Cléon. Ils arrivent de partout. La plupart se sont introduits par «le poste à gaz», une des nombreuses portes qui donnent accès à l'enceinte de l'usine. Plusieurs indices permettaient en soirée de penser qu'ils allaient intervenir.

Plus encore qu'à l'accoutumée, la maîtrise rôdait autour de l'enceinte grillagée ; elle avait même envoyé quelques jaunes, passablement éméchés, tenter une minable provocation à l'un des postes de garde. Naturellement ce fut un échec. De surcroît, confirmation était donnée de l'imminence de l'intervention par au moins quatre coups de téléphone de travailleurs de la région qui informaient les grévistes de «mouvements» de CRS. Enfin, le week-end qui commençait rendait la riposte plus difficile, l'intervention encore plus probable.

Quelques occupants sont arrosés d'eau à l'aide des lances à incendies par les flics. Ceux-ci font preuve d'agressivité et arrachent les drapeaux rouges des mains de ceux qui en portent. Mais dans l'ensemble, l'évacuation se fait sans de véritables accrochages. Une centaine d'ouvriers occupe l'usine. Une partie des occupants dorment chez eux, sérieusement fatigués par une semaine d'occupation très dure et au cours de laquelle, rares sont ceux qui ont pu dormir des nuits «normales». Les grévistes décrochent les banderoles et quittent l'usine en manifestation, en chantant l'Internationale.

Chacun voit bien que les CRS disposent d'une supériorité numérique écrasante. Personne ne pourra oublier le spectacle de ces CRS qui arrivent en colonne par 4 vers la porte principale, en uniformes noirs dans la nuit. Les flics ne sont pas depuis 20 minutes dans l'usine que les cadres, la maîtrise et quelques jaunes arrivent. Il est à peine 4 h... Leur premier acte sera d'enlever les drapeaux rouges !

Sous la protection des flics qui stationnent alors

devant les grilles, le ballet des fernicks et des tracteurs commence. Pour les chefs et les jaunes, il s'agit de tout ranger, de dégager les portes, de remettre en place extincteurs et lances à incendie ; tout doit être en ordre pour dimanche soir.

Pendant que la maîtrise fait son sale travail, les grévistes se réunissent dans le local du CE. Les dirigeants syndicaux impriment un tract. A 5 h des équipes se répartissent dans la région et à l'aide de voitures sono et de tracts informent la population. L'accueil est bon. *«Les gens nous posent des questions et manifestent leur indignation.»*

Les grévistes ont décidé de maintenir la fête prévue depuis quelques jours et qui devait se dérouler devant l'usine. Le podium est déplacé de 200 mètres, devant le CE dont les locaux sont hors de l'enceinte grillagée qui entoure l'usine proprement dite.

Des chanteurs et musiciens populaires de la région se produiront une bonne partie de l'après-midi. Plusieurs entreprises sont représentées par une délégation, notamment Grave SAC dont les 200 travailleurs devaient occuper leur entreprise dès lundi



Cléon : la «liberté du travail» !

pour la satisfaction de leurs revendications. Le spectacle cependant n'occupe qu'une partie du millier de travailleurs qui seront à la fête. Une bonne partie se presse devant les flics qui se font copieusement injurier plusieurs heures durant. Ils sont visiblement mal à l'aise. Quelques uns cependant parodient ; on en verra même un remonter dans

son car et en en redescendant, déplier ostensiblement le dernier numéro de Minute. *«Fasciste ! Fasciste !»* crient les travailleurs présents.

La préfecture a pris soin de disposer devant les CRS un cordon de «flics de ville». Les CRS font l'unanimité contre eux ; *«On se croirait en Argentine»* disent plusieurs ouvriers. La haine de classe qui s'exprime de manière verbale mais souvent très violente est quelquefois contrée par certains militants du PCF qui dépensent toute leur énergie à tenter de convaincre que *«les CRS n'y sont pour rien ; ce sont d'anciens ouvriers, des P 2, des P 3 qui n'ont*

*pas trouvé de travail et que c'est juste le gouvernement qu'il faut changer pas la police !»* Ils ont bien du mal à convaincre non seulement de nombreux jeunes mais également un nombre assez important de vieux travailleurs dont plusieurs proclament : *«Depuis 58 que l'usine Cléon existe, on n'avait jamais vu ça ; ils roulent leur caisse parce qu'ils sont armés, nombreux ; ce qu'il faut ajouter l'un d'entre eux, c'est une bonne révolution pour mettre tous ces gens-là hors d'état de nuire.»*

Pendant ce temps, des groupes de travailleurs se forment et font le point ; pour lundi, quelle riposte ?

## Dieppe Renault Alpine



### Le goût amer des 24 heures du Mans

*«Ils engloutissent des milliards pour construire les Alpine de compétition, ici même à Dieppe. Et depuis un mois qu'on est en grève dans cet atelier, pour 150 F de prime mensuelle, la direction refuse de négocier ! Avant la course du Mans, la direction avait déclaré qu'elle mettrait dix ans s'il le fallait pour gagner les 24 heures, mais qu'il n'était pas question de renoncer ! Et ici, elle se moque complètement des conditions de travail des ouvriers. Elle est allée jusqu'à traîner 19 grévistes, dont 4 délégués, devant les tribunaux, qui ont dit que ces camarades devaient sortir de l'usine. Mais nous avons fait en sorte qu'ils restent. Elles nous a menacés aussi d'envoyer les flics.»*

C'est en ces termes qu'un gréviste CGT nous commentait la victoire de la Renault Alpine n° 2, dimanche, aux 24 heures du Mans, quelques instants après avoir voté avec l'ensemble des grévistes, la poursuite de la lutte.

## Flins NON AUX 86 LICENCIEMENTS !

FLINS LUNDI 7 h 30

Les ouvriers des presses ont repris possession de leur atelier. La grève continue après que la direction ait fait une tentative de produire durant la nuit de dimanche à lundi. Durant le week-end l'usine déserte, était entre les mains des grévistes et des militants syndicaux, il faut reconnaître que cette situation étonnante de la part de la direction a laissé les syndicats perplexes. La CGT jugeait même que la direction espérait favoriser une provocation sous forme de sabotage des machines. En fait, il n'y eut pas d'initiatives de prises, le mouvement étant donc comme mis entre parenthèses.

L'annonce de l'intervention des flics à Cléon et celle de 86 licenciements des ouvriers des presses a été largement faite par un tract syndical qui appelait à deux heures de débrayage par équipe. L'équipe du matin et la normale commencent à 8 h 30. Cependant, un désaccord entre la CGT et la CFDT se manifestait à propos de l'évaluation de la menace pesant sur

les licenciés. Peu désireuse de mener une bataille d'envergure à trois semaines de congés, la direction CGT aimerait croire que la répression patronale restera limitée ; le tract distribué lundi matin ne débutait-il pas ainsi : *«D'après certaines informations, la direction a l'intention de convoquer 86 travailleurs à un entretien préalable avant licenciement.»* Le conditionnel employé ici est pour le moins démolisateur.

En fait, la division syndicale existe depuis le début de la lutte, mais la combativité des travailleurs a souvent entraîné les syndicats. Ceux-ci continuent à faire des propositions mais ils donnent l'impression de les faire avec un décalage sur le déroulement de la lutte. Dans cette affaire, la CFDT de Flins qui s'est affirmée par des propositions offensives la semaine dernière n'a pas osé prendre le risque d'une rupture avec la CGT, en particulier avant le lock-out. Sans attendre l'offensive de la direction, le mot

d'ordre d'extension de la lutte à toute l'usine devait être lancé, la CGT s'y est refusée, la CFDT s'est résignée. Aujourd'hui que les difficultés à lutter sont

plus grandes, la faille entre les deux organisations s'élargit, les travailleurs accepteront-ils d'en faire les frais ?

Bernard PELO

## Sandouville dans l'attente

Lundi matin, les syndicats appelaient à un meeting, en prise de poste. Après une semaine de débrayages massifs qui avaient pratiquement ramené la production à peu de chose, les travailleurs sont dans l'attente. Attente de ce qui peut se passer à Flins et à Cléon, après l'intervention policière de samedi. Ce qui pèse particulièrement lourd aujourd'hui, c'est l'absence de riposte coordonnée de la part des directions syndicales. Ainsi, à Sandouville, la CFDT pensait appeler à une manifestation dans les rues du Havre, dès ce lundi, pour protester contre l'évacuation de Cléon. La CGT, de son côté, reprendant les directives générales de la CGT-Renault, prévoyait une manifestation pour mardi, dans le cadre des deux heures de débrayage. D'un côté comme de l'autre, ce qui est mis en avant aujourd'hui, ce sont les divisions, alors que pour les ouvriers, toute la semaine qui vient de s'écouler a été marquée par une grande vigilance sur cette question. Dans ces conditions, malgré une volonté de lutte qui s'est largement développée toute la semaine, les gars restent dans l'expectative, ce lundi matin. Ils ressentent durement le décalage entre certaines affirmations dures des directions syndicales sur la lutte dans toutes les usines, la nécessité d'une riposte d'ensemble, et le fait qu'ils ne passent pas aux actes...

## SAMEDI, LES GREVISTES FAISAIENT LE POINT

● A l'évidence, l'intervention de la police signifie un nouveau tournant dans la lutte. Ces deux jours sans occupation, auront été pour de nombreux grévistes, l'occasion de «faire le point», de regarder un peu en arrière pour mieux savoir où il faut aller.

Dans les discussions qui se déroulaient samedi, les reproches portés aux directions syndicales n'avaient pas disparu, loin de là.

Certes, celles-ci reculent devant la poussée des grévistes à chaque fois que ceux-ci adoptent une attitude offensive et définissent leurs exigences. Toutefois, à plusieurs reprises, on a pu constater que si l'offensive n'est pas prolongée, mais n'est conduite que par à coup, le poids des directions syndicales reprend tout de suite le dessus.

### GALA DE SOUTIEN OU ENTERREMENT ?

Quand ce n'est pas la routine, c'est quelquefois la dénudation des exigences des grévistes les plus combattifs. Ainsi, l'idée de faire un gala a été acceptée. C'était un bon moyen d'organiser la solidarité et de populariser la lutte. Il est vrai que cela devait revêtir une partie

culturelle mais cela aurait aussi dû donner l'occasion aux grévistes de prendre la parole, d'expliquer leur lutte, leurs conditions de travail. Pourquoi les délégations des autres entreprises n'ont-elles pu y prendre la parole ? Pourquoi les quatre autres usines en grève avec occupation du département n'ont-elles été associées à la fête ? Au lieu de cela on a assisté aux discours des deux syndicats et à celui de FO qui une fois de plus s'est payé le luxe d'être le plus «dur», en parole. Pourtant en allant injurier les flics plutôt que d'assister à la fête, les travailleurs présents, de Renault et d'autres boîtes ont montré qu'ils n'étaient pas satisfaits. Certains n'hésitaient pas à parler «d'enterrement de première classe».

A l'heure où les CRS occupent l'usine, la question se posait aussi de savoir si une ferme prise en main de la coordination des différentes usines Renault n'aurait pas avantagé

ge fait hésiter la direction en rendant les grévistes plus forts.

Enfin, la décision prise par les directions départementales de la CGT, de la CFDT et de la FEN d'organiser une manifestation lundi à 11 h pour aller vers la préfecture, soulève bien des questions. Ne fallait-il pas l'organiser samedi plutôt que lundi ? Car lundi à 11 h comment sera-t-il possible de manifester si l'usine est réoccupée par les grévistes.

On peut aussi se poser des questions à propos de l'heure choisie : 11 h. A cette heure là, les autres entreprises ne pourront être représentées que par des délégations même s'il est vrai que la CGT appelle le même jour à une journée d'action dans toute la métallurgie de Seine Maritime. Une manifestation en soirée aurait sans doute rassemblé plus de monde.

La décision de convoquer cette manifestation à cette heure là, est un bon exemple du double langage des directions syndicales : en parole, on organise le soutien, mais en fait, on choisit une heure et dans une moindre mesure un jour où assez peu

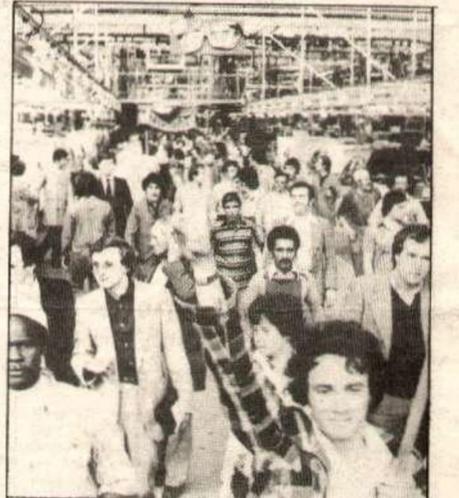
de travailleurs pourront manifester. Ainsi, petit à petit, on tente de décourager les travailleurs et de les conduire à la reprise du travail sans que les revendications aient été satisfaites.

Ce qui est encourageant c'est que de nombreux travailleurs s'en rendent compte et réfléchissent de façon approfondie sur le moyen de faire échec à ces manœuvres.

### «FAIRE COMME A FLINS»

Ainsi, dans la journée de samedi, certains craignaient que l'exigence de la satisfaction des revendications soit dénaturée par certains à la tête des syndicats, au profit de l'exigence limitée du retrait des flics. Les grévistes disent : *«Un, on exige le retrait de la police, deux on réoccupe comme à Flins. On ne peut en rester au premier point.»*

A coup sûr, il n'est pas question de travailler avec un fusil dans le dos. Mais le retrait des flics, pour beaucoup de grévistes, c'est loin d'être suffisant ! Les revendications ne pourront être mises au second plan.



## Demande de contact avec le PCR ml

Nom, prénom .....  
Profession .....  
Adresse .....  
Envoyez au Quotidien du Peuple BP 225, 75 924 Paris Cedex 19

## Comité de soldats du 403<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie de Chaumont Communiqué

Il y a maintenant bientôt plus de deux mois que nous apprenions la mort de notre camarade Jean-François Rivet du 403<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie à Chaumont, tué lors d'un accident sur la base.

A la nouvelle, ce fut l'indignation générale. Comment cela s'était-il passé ? Quand ? Où ? Dans quelles circonstances ? Quel était le responsable ? Bref, autant de questions légitimes, que chacun d'entre nous, qui connaissions ou ne connaissions pas Jean-François, se posa.

Et puis, ce fut la radio, les journaux qui en parlèrent entre deux faits divers. Mais nous, soldats, amis et camarades de Jean-François, nous, nous étions toujours dans l'ignorance. Les seules nouvelles dont nous disposions provenaient de la presse. Aucune explication de la part de l'armée ne nous était donnée. Comment est-ce possible, alors que la mort de Jean-François vient de se produire sur notre base ?

C'est parce que Jean-François était un simple soldat. Les gens du peuple cela n'a jamais intéressé les colonels et la haute hiérarchie militaire. Par contre, quand l'un des leurs meurt, ou est blessé, on en fait tout un plat ; mais un soldat, un appelé, qu'est-ce que c'est pour eux, sinon un matricule, qu'on paie 240 F par mois. Oh ! bien sûr, ils ont organisé une messe, une petite minute de silence, et quelques petites formalités qui visent à apaiser l'indignation, le mécontentement de tous. Mais le soir de l'accident, n'auraient-ils pas pu allumer les lampadaires, qui ne sont que pour la décoration ?

Ce silence de l'armée montre purement et simplement leur mépris des soldats, l'absence d'une véritable information. Voilà pourquoi il est juste de se battre pour le droit à l'information, le droit à la parole, le droit à la vérité et voilà pourquoi l'armée nous le refuse.

Serait-ce un secret d'apprendre que le chauffeur qui a renversé Jean-François était ivre ? Et qu'il n'y avait pas de lumière sur la route ?

Soldats, une chose est certaine, c'est que si l'on ne se bat pas pour le droit à l'information, à la liberté d'expression et de réunion, si l'on ne se bat pas pour de meilleures conditions de travail et de sécurité, il y aura d'autres Jean-François.

Aujourd'hui, c'est notre régiment touché, demain, se sera un soldat d'un autre régiment, parce que la vie des soldats du peuple, ils n'en ont rien à faire. Un mort pour eux, c'est une source d'ennuis administratifs. Un mort pour nous, c'est un camarade en moins, c'est un travailleur sous l'uniforme mort dans un « accident de travail ». Mais c'est aussi une leçon pour nous : notre union est notre force, et sans cette force, nous ne saurons jamais comment Jean-François et d'autres sont morts !

Exigeons :

- La vérité sur la mort de Jean-François Rivet !
- L'éclairage sur les routes de la base !
- Le renforcement de la sécurité dans le travail !
- La liberté d'information, d'expression et de réunion !

Rejoignons les soldats en lutte !

### MICHEL RAULT MIS AU SECRET

Militant SNI, conseiller syndical Ecole Emancipée est depuis lundi 5 juin interrogé par la SM, mis au secret et isolé. On l'accuserait d'avoir signé la pétition pour le droit aux permissions et aux transports gratuits.

Après Rouen, Dijon, Belfort, la SM est décidée

à faire des exemples pour arrêter le mouvement des soldats.

Michel Rault risque entre 30 et 45 jours d'arrêt de rigueur. Grâce aux organisations syndicales et politiques, la peine de soldats de Dijon a pu être réduite.

Corr. St Brieuc

## Le restaurant universitaire d'Antony occupé !

Les étudiants de la résidence universitaire d'Antony (91) occupent depuis samedi leur restaurant universitaire. En effet, l'administration a décidé de le fermer à compter du 11 juin pour procéder à des réparations et ce, pour une durée de... 4 mois !

Après avoir occupé les locaux de l'administration, les résidents de toutes nationalités, ont décidé, pour faire céder l'administration, de passer un cran et d'occuper le bâtiment du restaurant lui-même. Dans le restaurant transformé en foyer, ont lieu, depuis, des débats, discussions et animations diverses. Tous les jours se tient une assemblée générale et des manifestations sont organisées. Les étudiants d'Antony sont décidés à lutter jusqu'à la victoire.

## Refusé en urgence par des hôpitaux, il meurt

# PROCES... 5 ANS PLUS TARD

● Le 21 janvier 1973, est malheureusement un dimanche pour Louis Barneoud, un homme de 41 ans qui aurait dû être hospitalisé en urgence ce jour-là... Louis Barneoud, père de 4 enfants mourra dans l'après-midi, trimballé d'hôpital en hôpital et toujours refusé d'urgences en urgences ! Il faudra attendre 5 ans après les faits pour que l'affaire soit jugée en tribunal correctionnel à Marseille !

Le 21 mai 73, Louis Barneoud est victime d'une hémorragie digestive : il vomit du sang. Le journal indique que c'est l'Hôtel Dieu qui est de garde. Un voisin l'amène donc aux urgences de cet hôpital entre 8 h 30 et 9 heures. Deux étudiantes en médecine (des «externes») refusent le malade sous prétexte qu'il n'a pas de certificat médical de demande d'admission. Elles essayent de le convaincre que ce n'est pas l'Hôtel-Dieu mais l'hôpital Ste Marguerite qui est de garde ce dimanche.

M. Barneoud qui vomit toujours du sang a déjà été traité à l'Hôtel Dieu dans le service du P<sup>r</sup> Lamy. Il préfère rentrer à son domicile. Il sera amené quelques heures plus tard par les pompiers à un autre hôpital. En réalité le service du P<sup>r</sup> Lamy est

bien de garde d'urgence 24 h sur 24 à l'Hôtel Dieu pour toute la chirurgie digestive... Mais cela ni les externes, ni l'interne de garde ne le savaient apparemment. Finalement M. Barneoud décèdera vers 18 h dans le service du P<sup>r</sup> Lamy.

«La seule mesure de sécurité possible !» Au procès les deux externes ont reconnu n'avoir même pas examiné le malade, «vu qu'il n'avait pas de certificat ! C'était paraît-il la consigne même donnée par la Surveillante Générale... L'interne déclare n'avoir pas été prévenu, alors que les étudiantes affirment l'avoir prévenu. Dans tous les cas, il n'a pas examiné non plus le malade...

Après avoir reconnu l'évidence même, c'est à dire que «la mort de M. Barneoud aurait été évitée par

son hospitalisation immédiate», la justice s'en tient à l'inculpation «d'homicide involontaire» cherche à ramener la responsabilité à l'échelle des personnes (les 2 étudiantes et la surveillante générale) et ignore celle de l'hôpital lui-même. Le P<sup>r</sup> Lamy, celui-là même dont le service aurait pu accueillir M. Barneoud, s'est «étonné que les deux étudiantes soient poursuivies en correctionnelle et non devant le tribunal administratif». Il estimait par la suite que les 2 étudiantes avaient pris la seule «mesure de sécurité» possible (le renvoi !) puisqu'il n'y avait sur place aucune équipe capable de dispenser des soins d'urgence !

Ce n'est que plus tard encore que la preuve a été faite que le service du P<sup>r</sup> Lamy était bien de garde 24 h sur 24 !

En 1973, le Parquet de Marseille a classé le dossier sans suite ! Ce n'est que 5 ans plus tard qu'il vient en correctionnelle, illustration supplémentaire du sens et de la nature de la justice de classe...

Aujourd'hui, dans une circulaire adressée aux hôpitaux, S. Veil rappelle «l'obligation» pour tout hôpital d'accueillir tout malade ou blessé s'adressant à lui.

Ce «rappel» dont la nécessité d'y recourir est en elle-même scandaleuse, fait suite aussi à la récente affaire Boubaaya : le 3 janvier dernier M. Boubaaya, OS à Chaussou Creil, pris de vomissements était renvoyé de l'hôpital de Creil qui ne voulait pas d'un homme «en état d'ivresse» ! Transporté à Lariboisière, il succombe 4 jours plus tard. Dans combien de temps la justice bourgeoise, daignera-t-elle juger l'assassinat de Boubaaya ? Et entre temps combien de nouveaux crimes le mépris et la recherche de la rentabilité auront-ils entraînés dans les urgences des hôpitaux ?

Une fois encore, on n'a assisté à Marseille, ni au procès de la médecine à la chaîne, ni à celui du scandale général des urgences. ces.

Pierre PUJOL

## Radios libres

# «On ne marchandait pas avec la liberté d'expression !»

Vendredi, les radios libres non commerciales tenaient une conférence de presse pour préciser leur position après la coordination de Lyon les 3 et 4 juin. Cette coordination lyonnaise, qui avait été riche en débats, devait déboucher sur une tactique commune pour l'abrogation de fait des monopoles, et faire face à la répression qui les frappe. Il y a notamment été affirmé : «Parce qu'il correspond à des besoins légitimes, divers et profondément ressentis, parce que l'on ne peut pas marchander avec la liberté d'expression, le mouvement des radios libres se développera avant comme

après toute législation répressive.»

Plusieurs principes ont été retenus pour faire aboutir cette bataille. Création d'une fédération qui fonctionnera par l'intermédiaire de sept coordinations régionales, représentantes des sept grandes régions, moyen selon elles d'«envisager la prise en charge collective de leurs préoccupations communes.» La diversité et l'indépendance des radios libres sont à préserver ; en ce sens, les radios libres, volontairement, ne fixent pas de limites restrictives et «entendent bien laisser au pouvoir en place comme à d'autres le soin d'interdire,

d'exclure, d'homogénéiser à leur convenance à coups de décrets, de projets et de déclarations un mouvement qui ne cesse de se développer.» Pour faire face à ces menées répressives, ou aux tentatives de récupération par des radios commerciales, elles préconisent la multiplication des collectifs et des projets, afin de créer un véritable rapport de force.

D'autre part, elles font délibérément le choix de moyens légers qui, par «leur faiblesse des coûts d'utilisation et de maintenance, comme la simplification de la manipulation, mettent à la portée de tous la possibilité de s'exprimer sur les ondes.»

Pour populariser leur action, les radios libres non commerciales organisent une fête les 24 et 25 juin, au château du Petit Chevincourt, 85 rue de Paris, Saint Rémy les Chevreuses (RER). L'entrée sera gratuite, mais des bons de soutien sont en vente. Les sommes récoltées serviront à l'achat de matériel et au paiement des amendes infligées aux amateurs des radios libres.

Fédération Nationale et coordination parisienne des Radios Libres non commerciales :  
1 rue Keller 75011 Paris  
Tel : 805 07 65

## Communiqués du COBA

### Saint-Dizier

Le COBA de St Dizier (Haute Marne) a décidé d'appeler à une manifestation dénonçant le fascisme argentin.

Le COBA propose que notre indignation devant les massacres, les tortures, des disparitions, s'exprime par une manifestation silencieuse avec roulement de tambours et masques neutres de théâtre, le 17 juin.

La préparation de cette manifestation aura lieu, le mardi 13 juin, à 20 h 30 à la MJC.

Le COBA de St Dizier invite toutes les organisations à se joindre à cette manifestation.

Pour tous contacts :  
COBA

163 avenue d'Alsace Lorraine  
52 100 St DIZIER

### Paris 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>

Pour populariser la lutte du peuple Argentin, le comité pour le boycott de la coupe du monde en Argentine 20<sup>e</sup>, 11<sup>e</sup>, 12<sup>e</sup> organise 5 heures sur l'Argentine :

Vendredi 16 juin  
à l'AGECA, 177 rue de Charonne  
M<sup>o</sup> Alexandre Dumas  
Avec projection film/diapositives,  
animations, discussions...  
Venez nombreux !!

La bataille pour l'abrogation par référendum de la loi Reale de 1975 doit permettre de faire le point sur les difficultés que rencontre le PCI dans sa politique de défense de l'Etat bourgeois, un mois après la conclusion de l'affaire Moro.

En mai 1975, au moment du vote de la loi Reale, le PCI s'était abstenu alors qu'aujourd'hui, il a signé un communiqué commun avec les autres partis bourgeois pour la défendre. Il est même en tête de la campagne contre son abrogation.

Depuis, notamment après ses progrès aux élections de juin 1976 qui l'ont mené au seuil du pouvoir, le parti de Berlinguer a mis les bouchées doubles pour parvenir au «compromis historique». Il s'agissait pour lui de se présenter comme le meilleur gestionnaire du capitalisme, le meilleur défenseur de l'Etat bourgeois pour renforcer ses positions dans l'appareil d'Etat au niveau local et régional, et de gouvernement. Au centre de ce programme, on trouve, à côté de l'austérité, la défense de l'ordre. Il est écrit dans ce programme, signé par Berlinguer : «La défense des institutions exige de la part des organismes d'Etat et des citoyens une action ferme et cohérente pour isoler dans la conscience populaire et battre avec les moyens approuvés par la constitution toute forme de subversion, pour briser avec des mesures appropriées, préventives et subversives, la criminalité». C'est dans la foulée de cet accord que vont être promulguées le 8 août 1977 les «dispositions en matière d'ordre public» qui sont les décrets d'application de la loi Reale.

On connaît la suite : l'attitude du PCI pendant l'affaire Moro, son appel à un nouveau renforcement de l'appareil d'Etat et ses attaques contre les syndicalistes qui refusaient le mot

d'ordre de «défense de l'Etat» à tout prix. Cette politique n'a guère profité au parti de Berlinguer qui a perdu des voix aux élections municipales de mai, notamment chez les travailleurs, et au profit de l'extrême-gauche.

Enfin faire accepter à la démocratie chrétienne un partage du pouvoir au niveau gouvernemental, en attendant plus...

L'argumentation du PCI se fonde sur un schéma simple : la constitution de 1947 aurait donné à l'Italie un «Etat démocratique», cet Etat aurait en lui des «germes de socialisme» qui pourraient d'ailleurs se développer avec l'arrivée du PCI au pouvoir. Grâce à cette logique, toute grève, toute lutte mettant en cause l'Etat bourgeois ou tendant à échapper à l'emprise révisionniste se voient qualifiées de réactionnaires ou d'attaques contre la démocratie.

C'est ainsi que le PCI se confrontera violemment au mouvement étudiant du printemps 1977, en commençant à organiser des grèves de soutien à la police. Se servant du thème du terrorisme comme le fait partout la bourgeoisie, il assimile les jeunes, les chômeurs, les syndicalistes révolutionnaires aux Brigades Rouges, et multi-

# Italie

## LE PCI POUR LA LOI SCELERATE

plie les appels à la délation.

En juillet 1977, le PCI signe avec la DC et les autres partis de l'«arc constitutionnel» un premier accord pour un programme minimum.

### ATTAQUES ET CALOMNIES CONTRE LES PARTISANS DU REFERENDUM

Aujourd'hui, le PCI s'est lancé dans une défense inconditionnelle de la loi Reale. Il n'a pas lésiné sur les moyens : c'est ainsi qu'il fait l'amalgame entre les révolutionnaires et les fascistes, sous prétexte que certains articles de la loi frappent ceux-ci. Ce n'est pas la première fois que le parti de Berlinguer tente de mobiliser «contre tous les extrémistes».

Alors que la procédure du référendum, demandée par pétition est une forme de démocratie directe, le PCI l'attaque, la qualifiant d'anti-parlementaire. Dans un éditorial de l'*Unità*, Luigi Berlinguer, frère du dirigeant, accuse l'extrême-gauche d'avoir proposé ce référendum pour «diviser le pays» : «Ils veulent un affrontement dans le pays, ils veulent créer une division dangereuse. En conséquence, voter «non» ne représente pas un vote pour la loi Reale, qui sous peu n'existera plus, mais

un jugement sévère contre cet anti-parlementarisme dangereux. Le front du «non» représente un alignement avec les institutions et les partis. Un alignement déterminé, qui mène bataille comme on le fait en politique».

Comme d'habitude, l'*Humanité* emboîte le pas au PCI et son correspondant, Acquaviva approuve les positions du parti révisionniste italien. Il reprend même sans vergogne les calomnies les plus ignobles du PCI contre les partisans de l'abrogation. Il cite : «Le petit et turbulent parti radical de M. Marco Pannella dont l'incontinence verbale est assez remarquable... Les néo-fascistes du MSI et quelques groupes gauchistes».

La violence des attaques du parti de Berlinguer est en fait une preuve de ses difficultés. Outre l'extrême-gauche, des centaines de personnalités ont signé la pétition pour l'abrogation. De nombreux syndicalistes et de nombreuses sections syndicales ont fait de même. Enfin des militants du PCI ont pris position contre leur direction : ils sont en effet de plus en plus nombreux à s'inquiéter des problèmes qu'ils rencontrent de plus en plus pour défendre une ligne de défense de l'Etat bourgeois face aux travailleurs.

J.P. CHAMPAGNY

## La loi Reale carte blanche pour la police

La loi Reale a été adoptée en mai 1975, à la suite d'une campagne de la Démocratie Chrétienne et de la presse bourgeoise «contre la violence». Elle se présente comme une loi provisoire en attendant une réforme du Code. Mais, celle-ci ne semble pas intervenir rapidement. La loi Reale donne des pouvoirs considérables à la police, ôtant beaucoup de moyens de défense et de protection aux individus «suspects». Au contraire, par l'instauration de privilèges de juridiction, elle multiplie la protection des flics en cas de «bavures» et d'exactions de toutes sortes.

### MOYENS DE RÉPRESSION ACCRUS

L'article 1 de la loi Reale dresse une longue liste d'infractions pour lesquelles la liberté provisoire est exclue.

L'article 3 permet à la police d'arrêter toute personne soupçonnée d'avoir commis un délit entraînant une peine d'au moins six ans de prison, ou un délit concernant l'usage des armes et des explosifs. Dans ces cas, le suspect peut être détenu, sans mandat, maintenu dans l'isolement, la seule obligation de la police étant de prévenir le Parquet dans les 48 heures.

L'article 4 donne à la police suivant les mêmes principes, la liberté de perquisitionner à sa propre initiative y compris dans les véhicules.

L'article 5 fait du port d'un casque ou d'un foulard dans une manifestation une infraction. Peine prévue : six mois de prison.

L'article 17 prévoit des procédures de «jugement accéléré» pour certaines infractions à l'ordre public.

L'article 18 est très dangereux. Faisant référence à des pouvoirs spéciaux reconnus à la police contre la Mafia ou les fascistes, il les étend à ceux qui préparent le renversement violent de l'Etat par «des actes préparatoires objectivement contestables». Cette loi institue en fait un délit d'intention, la police étant seul juge de cette intention. Elle peut être, grâce à son imprécision, l'instrument d'une répression politique massive contre quiconque appelle, par discours ou textes, à l'action révolutionnaire. Cet article 18 est complété par l'article 21 qui permet de jeter en prison ceux qui sont soupçonnés de tomber sous le coup du premier !

### DE NOUVELLES LIBERTÉS... POUR LES FLICS

A ces très nombreuses restrictions des libertés correspondent des privilèges qui couvrent toutes les exactions policières en leur donnant une impunité quasi-totale. Grâce à l'article 14 de la loi Reale, la police a le droit de faire usage d'armes chaque fois qu'elle affronte une violence ou même une résistance. En clair, les flics peuvent tirer sur une manifestation avant toute infraction, pour éviter qu'il en soit commis, toujours sur la base de leurs soupçons !

Les articles 27, 28, 29, 30 et 31 sont entièrement consacrés à la défense des policiers qui sont accusés de délits : ils multiplient les «garanties» et les artifices juridiques qui leur permettent d'éviter les poursuites.

### APPLICATION CRÉATRICE : LES ASSASSINATS POLICIERS

Depuis trois ans, grâce à cette loi, les flics à la gâchette facile ont eu le champ libre. En comptant les assassinats politiques, les «bavures» (tirs contre des délinquants ou des «suspects» en fuite) et les balles perdues, cette loi policière a fait au moins 200 victimes ! Ce qui n'a nullement empêché les Brigades Rouges d'agir avec le succès que l'on sait. Citons deux assassinats policiers : le 11 mars 1977, à Bologne, le militant Lo Russo est tué d'une balle dans le dos. Le policier Tramontani, reconnu par douze personnes, avoue et est acquitté. Le 30 juin 1977, le Flic Massiti, achève à bout portant de deux balles dans la tête, un dirigeant des NAP, blessé à terre. Le ministre de l'Intérieur Cossiga le félicite et le décore.

## La loi de financement des partis

En même temps que le référendum pour l'abrogation de la loi Reale, il y avait dimanche un référendum pour l'abrogation de la loi de financement des partis. Il avait été lancé par les mêmes partis : MLS, parti radical, Lotta Continua soutenus par pratiquement toute l'extrême gauche.

Les partisans de l'abrogation de cette loi qui permet à l'Etat de financer les partis politiques ont fait campagne sur trois thèmes.

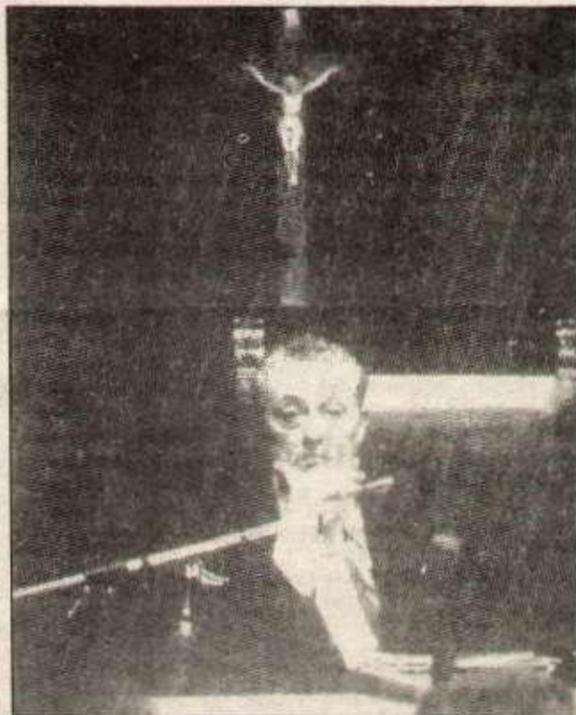
1) C'est une loi hypocrite. Après les scandales (Lockheed) entre autres, elle permet aux partis et aux hommes politiques de se prétendre débarrassés de la corruption. En fait les patrons continuent à subventionner les partis bourgeois traditionnels, tandis que le PCI puise dans celles de ses nombreuses entreprises.

2) Cette loi avantage les grands partis, puisque les subventions sont proportionnelles au nombre d'électeurs. De plus, elles sont versées aux directions, ce qui lie encore plus les appareils des partis

à l'Etat. Cela va dans le sens d'une représentation exclusive de l'expression politique par les grands partis, en fait la DC et le PCI. Comme alternative, les partisans de l'abrogation ont proposé la gratuité des salles et du papier journal pour les organisations politiques et populaires.

3) Cette loi permet de subventionner les organisations fascistes. C'est ainsi que le MSI fasciste reçoit plusieurs milliards depuis plusieurs années. Les révolutionnaires ont avancé le thème de propagande : «C'est nous qui payons les bombes des fascistes».

● Le PCI a attaqué les partisans de l'abrogation de la loi Reale en les accusant de collusion avec les fascistes. Vendredi à Milan devait se tenir un meeting du MSI. Les révolutionnaires se sont mobilisés et ont pu empêcher sa tenue. Le PCI, comme d'habitude était absent !



La justice italienne prête à tout pardonner aux flics assassins.

## Comecon : déficit des pays de l'est au profit de l'URSS

Selon des statistiques qui viennent d'être publiées, basées sur les neuf premiers mois de l'année dernière, le commerce au sein du Comecon donne une balance commerciale favorable à l'URSS en 1977.

Les prix des marchandises exportées par l'URSS ont augmenté en moyenne de 9 %, ceux des produits qu'elle importe n'augmentant que de 7 %. Le prix du pétrole brut que l'URSS livre aux pays de l'Est a augmenté de 20 %. L'excédent commercial en faveur de l'URSS se monte à 1,7 milliard de roubles contre un milliard de roubles en 1976. Cet excédent se décompose ainsi : 600 millions tirés du commerce avec la RDA, 300 millions avec la Tchécoslovaquie, 300 millions avec la Pologne, 200 millions avec la Bulgarie, etc...

## Thaïlande : succès militaires du Front Patriotique

La guerre de guérilla du Front Patriotique dirigée par le Parti communiste thaïlandais contre le régime fasciste continue à se développer. Les guerilleros ont pris deux postes gouvernementaux dans une province du Nord, faisant cinq morts et douze blessés parmi les forces de répression, la semaine dernière, tandis qu'ils enlevaient également un troisième poste militaire dans une province du sud de la Thaïlande.

## Stirn en Tchécoslovaquie : oublions l'occupation

« Il ne faut pas tenir compte d'événements passés depuis dix ans », déclarait à l'AFP vendredi Stirn, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. Ce que Stirn désigne sous le nom d'événements, c'est l'occupation de la Tchécoslovaquie qui n'a pas cessé. On voit bien que, si l'impérialisme français dénonce l'offensive soviétique en Afrique, là où elle remet en cause sa propre influence, il est prêt au contraire à reconnaître la souveraineté de Brejnev sur les pays d'Europe de l'Est. Stirn n'a que faire de la liberté du peuple tchécoslovaque : venu négocier dans le cadre de la commission mixte de coopération économique franco-tchécoslovaque, il est avant tout soucieux de décrocher des contrats fructueux avec le régime collaborateur de Husak.

## Niger : coopération arabo-africaine

La troisième session de la commission de coopération arabo-africaine s'est ouverte le 5 juin à Niamey, au Niger. A cette occasion, le président nigérien Kountché a déclaré « La coopération arabo-africaine est une étape importante dans le processus de développement des pays du Tiers Monde, trop longtemps dominés et exploités par l'impérialisme international... L'alliance politico-économique entre le monde arabe et l'Afrique, exigence de l'histoire et nécessité des temps, ouvre une voie d'or au combat du Tiers Monde contre les dominations impérialistes, contre le sous-développement, et contre les formes plus ou moins perverses de satellisation économique ou idéologique, telles qu'elles apparaissent quelquefois dans les rapports classiques entre pays assistants et pays assistés ».

## Zaïre :

Selon l'agence de presse de Mobutu, les 1 500 soldats marocains qui viennent remplacer les paras français au Shaba, seraient rejoints par plusieurs centaines d'hommes venant du Sénégal, de Côte d'Ivoire, de Centrafrique et du Gabon. Cette force « inter-africaine » serait alors composée de 2 600 hommes. L'Égypte fournirait 60 instructeurs. Par ailleurs, Mobutu envisage — encore une fois — de restructurer son armée — et de former un corps « d'élite » instruit par des « conseillers » français et belges.

Après la nouvelle agression sioniste

## L'EVACUATION DU SUD LIBAN REMISE EN CAUSE

A propos de l'agression sioniste contre Dahr Bourdj vendredi, près de Saïda l'agence palestinienne Wafa rend compte des affrontements qui ont duré un peu plus d'une heure. « Les forces palestiniennes ont immédiatement intercepté le commando et un violent accrochage a suivi au cours duquel des armes de différents calibres ont été utilisées. Dans le même temps, des bâtiments de guerre israéliens ainsi que l'aviation ont pilonné la

région pour appuyer l'action du commando. Les sionistes ont reconnu la perte de deux officiers et plusieurs blessés.

Alors que le retrait de l'armée sioniste du Sud-Liban est prévu pour ce mardi 13 juin, l'agression sioniste perpétrée ainsi très loin au Nord de la ligne d'armistice, marque la volonté des sionistes de ne pas cesser à l'avenir leurs agressions et leurs interventions, pour tenter d'éliminer la Résistance au Liban. Il s'agit également

d'essayer de terroriser la population libanaise pour remettre en cause les accords qui autorisent la présence de la Résistance Palestinienne au Liban.

Le général de l'ONU, Erskine a estimé au cours d'une interview que le retrait d'Israël le 13 juin ne serait pas effectif. Il a déclaré que l'armée sioniste voulait confier le contrôle de la zone occupée aux milices fascistes libanaises, de telle sorte que par ce biais elle en garderait en fait le contrôle.



## Zimbabwe

## ● Relance du plan anglo-américain ● La Lonrho expulsée de Tanzanie

A la suite d'un entretien le 2 juin à New-York entre Vance secrétaire d'Etat US, Young, ambassadeur de Carter à l'ONU, Owen, ministre britannique et le ministre des Affaires étrangères tanzanien, une relance du plan anglo-américain pour le Zimbabwe est envisagée. Une nouvelle conférence serait convoquée, après celles de Malte et de Dar-es-Salam. Pour qu'une telle conférence ait un sens, encore faudrait-il que les Anglo-Américains fassent des pressions sur le régime

raciste. Aux dernières nouvelles le prétendu « gouvernement multiracial » de Salisbury proposerait comme seule « concession » de donner un poste d'observateur à la Grande Bretagne dans le gouvernement intérimaire. Loin de constituer une concession, cette proposition vise en fait à impliquer la Grande-Bretagne dans le plan raciste de « règlement interne » qui exclut totalement le Front patriotique.

La Tanzanie a annoncé que la multinationale

Lonrho va être expulsée de Tanzanie.

Le Gouvernement lui donne trois mois pour rendre ses biens à l'Etat. Il affirme que la Lonrho qui a d'importants intérêts en Rhodésie (Zimbabwe) « a saboté le combat pour la liberté en Afrique Australe » ajoutant : « En dépit de ses assurances et de ses protestations de bonne foi, la Lonrho a accru ses intérêts tant en Rhodésie qu'en Afrique du Sud ». Mais la Tanzanie attaque également le rôle politique

que joue le dirigeant de la Lonrho, Rowlands : « bien que Lonrho, en la personne de son chef, se définisse comme l'ami de l'Afrique indépendante, elle n'hésite pas à s'immiscer dans les affaires politiques d'Afrique Australe et du Zimbabwe en particulier ». Le communiqué tanzanien fait allusion aux manœuvres de Rowlands qui a multiplié les tentatives pour diviser le Front patriotique et a organisé l'année dernière une rencontre secrète entre Smith et le président zambien Kaunda.

## Tchad

## Giscard a rencontré Jalloud

Alors que les négociations de « réconciliation nationale » entre le gouvernement tchadien et le Frolinat prévues le 7 juin n'ont pu reprendre, le premier ministre libyen Jalloud, en « visite privée » en France a probablement rencontré secrètement Giscard avant que celui-ci parte en Corse. Ainsi, alors même qu'à Alger, Khadafi se prononçait contre les interventions étrangères, son adjoint reprenait des tractations avec Giscard au sujet du Tchad. De son côté, le gouvernement français, tout en justifiant sa propre intervention au Tchad par des accusations contre la Libye, négocie avec elle par dessus la tête de Malloum. La semaine dernière, De Guiringaud déclarait « ce n'est pas en nous brouillant avec la Libye que nous contribuerons à régler le conflit ».

Après sa brutale intervention militaire au Tchad, l'impérialisme français entend donc recueillir les fruits de son ingérence. Il sait bien qu'il ne peut

prétendre imposer le maintien d'un régime qui ne contrôle plus depuis longtemps la plus grande partie du territoire tchadien. Dans la perspective d'un partage du pouvoir entre différents groupes ou même d'un partage du territoire, l'impérialisme français négocie avec la Libye, censée être tuteur du Frolinat, pour se voir garantir une zone d'influence au Tchad.

## ALLEMAGNE DE L'EST

Selon certaines informations, de nouveaux heurts, entre jeunes et policiers ont eu lieu le 28 mai à Erfurt, alors que la police voulait faire évacuer plusieurs centaines de jeunes à la fête du parti révisionniste. Une jeune femme, qui photographiait des scènes de répression, a été mordue par des chiens policiers lâchés contre elle.

## Portugal : la police de Soares protège les fascistes

Un militant d'extrême-gauche a été tué samedi à Lisbonne et plusieurs autres blessés alors qu'ils faisaient une contre-manifestation pour s'opposer à un rassemblement fasciste. Plusieurs centaines de fascistes voulaient célébrer le 10 juin, fête instaurée par le régime fasciste de Salazar. La police est intervenue pour protéger les fascistes tirant sur la contre-manifestation avec des armes automatiques, elle a assassiné Torge Morais, militant de l'UDP.

## «Mundial» : un nazi... qui ne fait pas de politique

Hans Rudel, un ancien nazi, de la Luftwaffe, réfugié en Argentine, a rendu visite à l'équipe de football ouest-allemande. En Argentine pour répondre aux protestations, le président de la fédération allemande de football a déclaré « M. Rude est un citoyen allemand de plein droit, j'espère tout de même qu'on ne lui reproche pas ses activités de pilote pendant la guerre... ».

## Shaba : Castro fait l'innocent

Alors qu'au Congrès américain et dans l'administration, une polémique se poursuit au sujet du rôle des Cubains dans la guerre du Shaba, le New York Times révèle que Castro aurait fait prévenir les USA de la préparation de l'offensive des forces de Mbumba. Cette nouvelle sert évidemment ceux qui s'opposent à une intervention accrue de l'impérialisme US en Afrique. Il est tout de même difficile à Castro de « faire l'innocent » : il prétend avoir prévenu le président angolais Neto pour lui demander d'empêcher cette offensive ; en fait, les « katangais », avec leurs conseillers cubains ont le contrôle de la province angolaise frontalière du Shaba.

**PROGRAMME TÉLÉ**

**Lundi 12 juin**

**TF 1**  
 19 h 15 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Eh bien, raconte.  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - Chiens perdus sans collier. Film de J. Delannoy (1955). Avec J. Gabin, Anne Doat. Drame social.  
 22 h 00 - Questionnaire : Giovanni Agnelli. PDG de Fiat.  
 23 h 00 - Journal et fin.

**A 2**  
 18 h 25 - Dessins animés.  
 18 h 40 - C'est la vie.  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club. Avec G. Bécaud.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 40 - La tête et les jambes.  
 21 h 45 - Les jours de notre vie.  
 22 h 40 - Catch.  
 23 h 10 - Journal et fin.

**FR 3**  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Tribune libre : Michel Le Bris, ancien directeur de *La Cause du peuple*.  
 19 h 55 - Flash journal.  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Tobrouk. Film de Arthur Hiller (1966). Film de guerre.  
 22 h 20 - Journal et fin.

**Mardi 13 juin**

**TF 1**  
 19 h 10 - Une minute pour les femmes.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Eh bien, raconte.  
 20 h 00 - Journal  
 20 h 30 - La fille de Stépan. Film TV soviétique.  
 21 h 50 - Contes à vivre debout. Promenades dans deux localités du Rouergue. Stages d'artisanat : sculpture, photographie, tissage, poterie, mécanique, ferronnerie, jardinage, théâtre...  
 22 h 50 - Journal et fin.

**A 2**  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 45 - Faut-il laisser mourir Karen ? Débat : régler la mort.  
 23 h 30 - Journal et fin.

**A 2**  
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres.  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 45 - Top club.  
 20 h 00 - Journal.  
 20 h 45 - Faut-il laisser mourir Karen ? Débat : régler la mort.  
 23 h 30 - Journal et fin.

**FR 3**  
 19 h 20 - Actualités régionales.  
 19 h 40 - Tribune libre.  
 19 h 55 - Flash journal.  
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures.  
 20 h 30 - Dix hommes à abattre. Film américain de Bruce Humberstone (1955). Avec Randolph Scott. Western.  
 21 h 40 - Journal et fin.

# HOMMAGE A UN TERRORISTE

Victor Malka

## Menaheim Begin, la bible et le fusil

L'arrivée de Bégin au pouvoir a permis au niveau international, de rendre hommage au terrorisme israélien. Le livre de Victor Malka, juif marocain sioniste, en fait partie.

Tout d'abord, l'auteur s'appuie sur de prétendues «révérences» : tout juif est un sioniste, tout juif est lié

à Israël, et Israël doit exister. C'est la logique sioniste.

Puis il «analyse» la différence entre les socialistes sionistes, qui ont gouverné Israël pendant 29 ans et le Likoud, la formation soutenant Bégin. Selon Malka la différence viendrait du fait que les uns sont so-

cialistes et les autres libéraux, les uns non religieux, les autres extrêmement religieux. Bégin est présenté comme une sorte de mystique et est même comparé à De Gaulle pour son «nationalisme». Avec une pareille image, tous les massacres, dont celui de Zeir Yassin, peuvent être excusés. Mais dans le livre de Bégin lui-même, «La révolte d'Israël» une phrase souvent «oubliée» par

Les éditions Média

les écrivains sionistes :

«Non seulement le massacre était justifié, mais il n'y aurait pas eu d'État d'Israël sans la victoire de Zeir Yassin». Ce sont les phrases qui montrent réellement ce qu'est l'État d'Israël, que son histoire est liée aux crimes et à la haine.

Y.E.K.

## Communiqué de la campagne anti-outspan

«Monsieur Connie Mulder, ministre sud-africain de l'Information, arrivera à Paris le 20 juin prochain. Cette visite coïncide avec la réunion en un lieu encore tenu secret des attachés de presse de toutes les ambassades sud-africaines en Europe. Cette visite prend un relief tout particulier, s'agissant d'un Ministre dont les services sont aujourd'hui au cœur d'un scandale sans précédent en Afrique du Sud : les parlementaires sud-africains ont clairement établi que ce Ministère a distribué d'importants fonds d'origine inconnue à des journalistes et journaux occidentaux pour la publication d'articles favorables à l'Afrique du Sud.

Parmi les journaux ainsi subventionnés, il faut noter la présence de l'Agence Economique et Financière

qui a publié à plusieurs reprises des éditions spéciales sur l'Afrique du Sud (dernière en date : octobre 1977) et qui, outre les pages publicitaires, aurait ainsi bénéficié de 20 740 rands (107 000 F environ).

Durant son séjour en France, le Ministre rencontrera de nombreuses personnalités du monde politique, financier et industriel.

Le mouvement Anti-Apartheid CAO s'élève vigoureusement contre l'organisation de cette visite scandaleuse par laquelle, une fois de plus, la politique française qui prétend condamner l'apartheid, se fait le meilleur supporter du régime sud-africain.

Comité d'Organisation de campagnes d'information sur l'Afrique australe

## Harlan County USA projeté en Lorraine par le Clisact

Le film *Harlan County USA* de Barbara Kopple, une grève de 13 mois dans une mine américaine, sera projeté :

- Jeudi 15 juin, 20 h 30 à Saint-Avold, Maison des Jeunes et de la Culture.
  - Vendredi 16 juin, 20 h 30 à Forbach, Salle des Fêtes.
  - Samedi 17 juin, 15 h à Creutzwald, foyer du Centre.
  - Samedi 17 juin, 20 h 30, à Merlebach, centre d'animation culturel.
  - Dimanche 18 juin, 15 h à Créhange, salle Mouzaia.
- Après chaque séance, débat animé par le Clisact Lorraine qui mène actuellement une enquête sur la silicose et les conditions de travail dans les mines de charbon du bassin de Lorraine.

Clisact LORRAINE  
 Comité de Liaison  
 et d'Information sur la Santé  
 et les Conditions de Travail

3 C Bois le Duc  
 54 500 VANDEOEUVRE

# Et l'acier fut trempé

148<sup>e</sup> épisode

Pavel est au sanatorium quand un «spectacle» est donné. Celui-ci fut interrompu brutalement par Jarki, et Pavel fut surpris de la trouver là. Ensuite ils se retrouvèrent et parlèrent longuement...

Et qu'est donc devenu Doubava ? demanda Pavel encore plus étonné.

Doubava est à Moscou. Il a quitté l'Université communiste après son exclusion du Parti et étudie maintenant dans une école technique. Il paraît qu'on l'a réintégré, mais c'est bien inutile ! l'homme est pourri... Sais-tu ce que fait Pankratov ? Directeur-adjoint d'une usine de constructions navales. Je sais peu de choses sur les autres. Nous nous sommes perdus de vue en travaillant en différents points du pays, et pourtant c'est bien agréable de se rencontrer et d'évoquer le bon vieux temps, disait Jarki.

Dora entra dans la pièce, accompagnée de plusieurs personnes ; un grand gars de Tambov ferma la porte. Elle regarda la décoration de Jarki et demanda à Pavel :

— Ton camarade est membre du Parti ? Où travaille-t-il ?

Ne comprenant pas de quoi il s'agissait, Kortchaguine la renseigna brièvement sur Jarki.

— Bien, il peut rester. Des camarades viennent d'arriver de Moscou. Ils vont nous communiquer des informations récentes concernant le Parti. Nous avons décidé de nous rassembler chez toi

(Extraits)

Nicolas OSTROVSKI

pour une sorte de réunion à huis clos, expliqua Dora.

Presque tous les présents étaient de vieux bolchéviks, à l'exception de Pavel et de Jarki. Bartachev, membre de la commission de contrôle du Parti pour l'organisation de Moscou, parla de la nouvelle opposition, dirigée par Trotski, Zinoviev et Kamenev.

— Dans un moment aussi grave, notre présence sur place est indispensable, dit Bartachev, qui ajouta : Je pars demain.

Trois jours après cette réunion dans la chambre de Pavel, le sanatorium se vida, bien avant la date habituelle. Pavel partit lui aussi, écoutant son cœur.

Au Comité central du Komsomol, on ne le retint pas longtemps. Il fut envoyé dans une région industrielle, en tant que secrétaire du comité régional du Komsomol, et une semaine plus tard les militants du chef-lieu écoutaient sa première intervention.

Pendant l'automne, l'automobile du comité régional, où Kortchaguine avait pris place avec deux camarades pour se rendre dans un district éloigné de la ville, versa dans un fossé et se retourna.

Tous les occupants furent blessés. Kortchaguine eut le genou droit écrasé. Quelques jours plus

tard, on l'amena à l'institut chirurgical de Khar'kov. Les médecins se consultèrent et, après examen du genou enflé et des radiographies, se prononcèrent pour une opération immédiate.

Kortchaguine donna son accord.

— Alors, ce sera pour demain matin, conclut en se levant le professeur corpulent qui avait dirigé la consultation, et il sortit, suivi de ses confrères.

Une petite pièce claire, individuelle, d'une propreté irréprochable. L'odeur spécifique de l'hôpital, depuis longtemps oubliée. Kortchaguine jeta un coup d'œil autour de lui : une petite table couverte d'une nappe très blanche, un tabouret blanc, et c'était tout.

L'infirmière lui apporta le dîner, qu'il refusa.

A moitié assis dans son lit, il écrivait des lettres. La douleur dans sa jambe l'empêchait de penser, il n'avait pas faim.

Il achevait sa quatrième lettre lorsque la porte s'ouvrit doucement. Kortchaguine vit à côté de son lit une jeune femme portant une blouse et un bonnet blancs.

Dans la pénombre du crépuscule, il discerna de fins sourcils et deux grands yeux qui lui parurent noirs. Elle tenait dans une main une serviette en cuir, et dans l'autre une feuille de papier et un crayon.

— Je suis l'interne de service, dit-elle. Je dois vous interroger et vous allez, bon gré mal gré, me raconter tout ce qui vous concerne.

La femme sourit gentiment, ce qui rendit « l'interrogatoire » moins désagréable. Kortchaguine lui parla pendant une heure, non seulement de lui-même, mais de ses arrière-grands-mères.

(à suivre)

CAEN

Saviem, Moulinex, Imprimeries caennaises

LE TON MONTE

● Le ton monte dans les grosses entreprises de l'agglomération de Caen.

Moulinex d'abord : cela fait maintenant au moins un mois que des débrayages bi-hebdomadaires sont déclenchés pour 300 F pour tous et l'augmentation des salaires ouvriers. Au début des débrayages qui ne mettaient en mouvement que les secteurs les mieux rodés à ces formes de lutte : quelques centaines d'outilleurs et de professionnels. Mais les choses ont nettement changé en l'espace d'une semaine. De très nombreuses femmes employées sur les chaînes et dans les ateliers où l'exploitation est la plus féroce se sont jointes au dernier rassemblement aux portes de l'usine jeudi dernier, rassemblement qui a réuni près d'un millier de personnes.

De plus, ce mouvement de débrayages qui jusqu'à présent restait circonscrit à l'usine de Caen gagne progressivement les usines de Falaise et Alençon, ceci en partie grâce aux efforts persévérants de la CFDT à l'intérieur du groupe.

Il y a à la Saviem en ce moment, une vingtaine d'hommes qui font plus pour le soutien aux grévistes de Renault que tous les tracts syndicaux qui ont été déversés aux portes de l'usine sur le même thème : ce sont les ouvriers de l'usine de Blainville, qui du fait des «prêts» d'ouvriers à l'intérieur du groupe Renault, avaient été déplacés à Cléon, et qui ont été rapatriés illico par la direction, dès que le mouvement de grève a gagné l'usine rouennaise. Eux, au moins, ne tarissent pas d'éloges sur le mouvement : «Là-bas, c'est bon, c'est dur, ça occupe. Faut faire pareil ici» répètent-ils aux gars de leurs ateliers.

Et c'est vrai qu'à Blainville, les nouvelles de la lutte en provenance de Flins, Cléon ou Sandouville déclenchent un écho de sympathie très largement favorable. Au point qu'un nombre non négligeable d'ouvriers d'usines ont espéré un instant leur emboîter le pas et se sont mis à rêver à une expansion rapide du mouvement. Il leur a fallu pourtant regarder de plus près les réalités. C'est seulement mardi dernier que l'Intersyndicale s'est réunie pour déterminer des modes d'action de soutien dans les usines. La CGT y était venue avec sa sacro-sainte proposition d'un quart d'heure de débrayage quotidien. Une aussi piètre proposition avait toutes les chances de provoquer un tollé général. Que voulez-vous, ils imaginent toujours la classe ouvrière paralysée par les menaces de chômage qui continuent de planer avec la restructuration à Berliet-Saviem !

Certes, ces menaces ne comptent pas pour rien dans l'esprit des travailleurs et peuvent renforcer les hésitations au moment de l'action, mais de là à les imaginer complètement abattus, il y a un pas que certains ont trop vite franchi !

Alors, l'Intersyndicale s'est entendue : au meeting appelé pour le lendemain, elle ferait la proposition d'une marche sur Caen, pour faire valoir les revendications des travailleurs de Blainville.

La section CFDT de Caen a d'ailleurs prévenu, lors du dernier meeting : «L'histoire nous indique qu'il ne se passe pas de luttes à Moulinex, où la direction ne cède qu'après au moins une semaine de grève. Faudra-t-il en arriver là ?»

Voilà au moins une perspective nettement tracée.

La grève, elle paralyse déjà la PAC, une grosse imprimerie occupée depuis 3 semaines par ses ouvriers pour une augmentation de 45 centimes horaires pour tous et 75 centimes pour les bas salaires.

Et il y a la SAVIEM, secouée par une série de débrayages de secteurs depuis le 7 juin. L'attention portée par les 6 000 ouvriers de l'usine de camions à la grève de Renault n'est pas pour rien dans cette relance de l'action à Blainville.

Le meeting de mercredi dernier a rassemblé 1 500 travailleurs. De l'avis des participants, ceux qui étaient sortis étaient là pour manifester de la manière la plus nette leur solidarité avec les grévistes de Renault, mais aussi pour s'entendre formuler des propositions en vue d'une extension de la lutte dans tout le groupe.

Une marche sur Caen, comment, pour quoi faire ? Voilà ce dont il était principalement question dans les débrayages d'une heure qui, les jours suivants, ont affecté tour à tour la mécanique, la carrosserie gamme haute et gamme basse, puis le DPR (département de pièces de rechange).

S'agit-il de rééditer cette marche — glorieuse — qui, en janvier 68, fut le point de départ du grand mouvement gréviste à la Saviem et à Caen. Tel ne semble pas être le projet initial de l'Intersyndicale et il y a une bonne part de supercherie — calculée ou non — à jouer sur cette analogie. Mais en tout cas,

bon nombre de travailleurs ne veulent pas que ce soit ce traditionnel défilé-promenade dans le centre-ville ; trois petits tours, on pile les banderoles et on se retire.

Faire une manifestation commune avec les Moulinex et les autres entreprises qui ont engagé l'action ou qui s'y préparent ? L'idée est dans l'air, elle mérite considération aux yeux des travailleurs, mais elle ne résoudra pas magiquement les problèmes qui demeurent pour constituer avant tout l'unité des travailleurs dans l'entreprise. C'est toujours le point sensible qui apparaît au centre des discussions depuis le demi-échec du mouvement de 1974 et la crainte de voir s'effilocheur un mouvement forcément prolongé mais qui ne reposerait pas sur une large majorité.

Or, ici, à Blainville, les premiers développements de la lutte à Flins et à Cléon ont eu du moins ce mérite d'accélérer le débat déjà engagé après les élections législatives sur les revendications et la tactique à employer pour les imposer.



Que s'est-il passé à la Saviem depuis les élections ? Simplement un débrayage le 25 avril dernier à l'atelier boîte de vitesses en mécanique, l'atelier le plus touché par le chômage et les risques de licenciements. Ce débrayage était appelé pour «réclamer du travail» sans que soient nettement affirmées des revendications telles que les 35 heures hebdomadaires et la 5<sup>e</sup> semaine de congés. Or, depuis, la nécessité de mettre en avant ces revendications a gagné du terrain.

Sur ce point, la frange la plus combative des ouvriers de l'usine qui réclame dès mars que tous les débrayages et les actions du secteur soient rapportés à une cible claire, la grève avec occupation, ne sont pas mécontents du tout de trouver dans la lutte présente de Renault le bien fondé de leurs propositions. Ils réclament maintenant que ces questions de tactique de lutte ne soient plus simplement l'objet de débats sans suite au sein des seules structures syndicales mais soient clairement et complètement posées devant la grande masse des ouvriers de l'usine, en vue de régénérer et de développer l'action revendicative que maintenant bon nombre de travailleurs sont prêts à relancer.

QUELLE TACTIQUE ?

C'est déjà ce qu'ont fait comprendre par leur présence et leurs questions ces 1 500 qui sont sortis mercredi dernier et qu'on retrouvera sans doute au cours de la marche à Caen ce mardi. A n'en pas douter, le ton monte.

Julien LEBLOND

Grèves aux aciéries de Pompey

Une centaine de travailleurs sont en grève aux aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle) depuis mercredi dernier. Ils protestent contre les 600 licenciements prévus (sur 4 200 emplois). Vendredi, à la suite du comité d'entreprise confirmant la suppression prochaine de 600 emplois, les deux équipes des hauts-fourneaux déjà en grève ont reconduit leur mouvement, rejoints par une troisième équipe, celle du plus important des hauts fourneaux. L'ensemble de l'usine se trouve paralysée.

Ce lundi matin, les syndicats appelaient à une assemblée générale des travailleurs de l'usine. Suite à cette assemblée générale, des délégations ont été envoyées auprès de la direction. A l'heure où nous mettons sous presse, les travailleurs attendaient le résultat de cette entrevue pour déterminer leur action.

Les clavistes d'Aigles : augmentations de salaires, mais vigilance.

Les clavistes d'AIGLES, qui travaillent à la frappe de la presse régionale de Rhône-Alpes, ont cessé leur grève qu'elles avaient suspendue à la fin du mois de mai. Un protocole d'accord a été signé et les clavistes ont obtenu une augmentation minimum de 182 francs pour 120 d'entre elles qui travaillent sur écran, et jusqu'à 400 F pour les autres.

Cependant la direction n'a pris aucun engagement sur la révision des classifications. Les clavistes restent mobilisées pour la révision de leur grille, et restent vigilantes pour faire respecter les engagements pris par la direction.

FOSSE 4 DE LENS

UN MINEUR ENVOYÉ A LA MORT

Arold Henri, 34 ans, marié père de cinq enfants, abatteur à la fosse 4 de Lens, a été blessé à la tête une première fois le 22 mai 1978 en tête de la taille 4. Il a été remonté au jour, dirigé sur l'hôpital de Lens ; on a fait des radios, il a été recousu mais n'a pas été gardé en observation. Lorsque le médecin des Houillères a enlevé les fils de la blessure à la caisse de secours, un des médecins qui a vu les plus saies réparations de la Caisse, la plaie suintait encore, Arold se plaignait de vomissements et de maux de tête. On lui fit recommencer le travail le 6 juin au matin. Le 8, dans la

matinée à 11 h 50 le porion de taille prévient qu'il est malade : on le remonte au jour à 13 h, on le transporte à Lille, il décède dans la soirée. Sa femme dit qu'il est mort d'un caillot de sang au cerveau.

Les syndicats FO-CFTC ne disent rien, la CGT est «embêtée par le cas» ; pour le moment, en attendant les résultats d'une autopsie éventuelle, elle reprend le point de vue des Houillères : l'ouvrier n'est pas mort de ses blessures.

De plus «ce mort tombe très mal» disent deux délégués mineurs CGT vendredi, qui étaient

en train de préparer les itinéraires des voyages à la mer au mois d'août pour le CE.

En conséquence la CGT fera simplement une collecte pour la veuve mais ne déclenchera pas ses traditionnelles journées de deuil, où on ne vient pas travailler en signe de deuil.

Son principe est toujours d'attendre l'enquête officielle : ainsi la CGT n'a encore jamais appelé à une journée de grève contre la catastrophe de Liévin. Par de telles pratiques, la CGT entretient l'idée auprès des ouvriers que lutter contre les conditions de travail et la maîtrise des Houil-

lères, c'est impossible.

La CFDT a fait un tract dénonçant les conditions de travail des centres médico-sociaux. Elle se portera partie civile si l'ouvrier n'est pas reconnu comme mort à la suite de ses blessures. Quant à la femme de l'ouvrier, elle ne veut rien laisser passer : elle veut se battre jusqu'au bout pour cette reconnaissance. Elle dit que son mari a été très mal soigné et avec des gens de son quartier, elle dit que ce n'est pas normal qu'on lui ait fait reprendre le travail alors qu'il se plaignait encore.